DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2019
Perspectives 2020

N° 506
18 €

Économie de l'élevage



Croissance modérée en 2019. Mais équilibre des marchés menacé en 2020 ?

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Stabilisation de la production et rebond de l'excédent commercial
- PRODUCTION ET MARCHÉ EUROPÉEN - La croissance modérée de la production rétablit l'équilibre des marchés
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux évènements de l'année 2019
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Stabilisation des revenus

Confédération Nationale de l'Elevage CNE

INSTITUT DE L'ELEVAGE idele
AGRICULTURES & TERRITOIRES
inosys RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage.
Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de prospectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'institut de l'Élevage : BARON Benoît, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, FUCHEY Hélène, PECHUZAL Yannick, PERROT Christophe, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, BERCHOUX Alice, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, ainsi que COUEFFE Daniel (CA52), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL) et TIRARD Sophie (CRAB).

CNIEL : ROUYER Benoît (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agiculture (CasDAR). Les données et l'expertise de l'AFOCG ont été mobilisées pour les exploitations bio (page 21).
Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.
Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

•Inosys Réseaux d'élevage : ABGRALL Nadine (CRAB), BALME Jean-Louis (CRA Occitanie), BAUP Jean-Claude (CA 32), BLACHON Aurélie (CA 31), BODIN Tanguy (CRAB), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Véronique (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUCHER Lucille (CA 63); BROSSILLON Vincent (CRA PDL), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CARRERE François (CA64), CHARPENTIER Alexia (CA 37), CHEMIN Anthony (CA 80), COTILLON Ludovic (CA 79), COUEFFE Daniel (CA 52), DANEAU Anne-Claire (CRA PDL), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DUMAS Gabrielle (CA 01), DURAND Martine (CA 23), EVRAIN Pierre (CA 63), FERRAND Nathalie (CA 18), FERRE Pascal (CA 14), FOLLET Denis (CRAB), FOULON François (CA60), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GAYRAL Thierry (CA46), GELINEAU Silvère (CRA PDL), GEORGEL Rémi (CA 88), GERVAIS Florine (CRA Normandie), GOISET Cécile (CA 08), HOFGAERTNER Charlotte (CA55), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), JULIAC Sébastien (CA 02), LACOUR Clémentine (CA 63), LARDEREAU Audrey (CIA 25-90), LAURES Valentine (CA 39), LEBRUN Aubin (idele), LEGAY Aurélien (CA 19), LEROUX Roxane (CA59/62), LOUBAT Patricia (CA 48), MARSAULT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17), MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), NAEL Elsa (GAB 44), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), ROCHE Claude (CA 43), SABATTE Nathalie (CA 73-74), SERVANS Camille (CRA PDL), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CRA Normandie), SUTTER Marion (CRA Normandie), THIOU Pascal (OCL 37), THONI Jessica (CA57), TIRARD Sophie (CRAB), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41), ZSITKO Jean-Marc (CA 54). AFOCG 49-85 GIRAUD Yann

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

Croissance modérée en 2019. Mais équilibre des marchés menacé en 2020 ?

En France, le revenu des éleveurs se serait tout juste stabilisé en 2019, malgré des marchés globalement mieux orientés qu'en 2018. D'un côté, ils ont accru leurs livraisons annuelles et ont perçu un prix du lait sensiblement plus élevé (+4,5% /2018, à 375 €/1 000 l toutes compositions et primes confondues). Mais de l'autre, les charges des élevages auraient progressé autant du fait de la hausse des prix des intrants et que des effets de la sécheresse dans certains bassins (nombreux achats compensateurs).

Les éleveurs ont plus ou moins bénéficié des premiers effets de la loi EGALIM. Entrée en vigueur début 2019, elle incite les laiteries à prendre en compte les coûts de production comme indicateur d'évolution du prix du lait et à mentionner le prix d'achat du lait dans la négociation des tarifs des produits vendus à la distribution. Les transformateurs auraient ainsi obtenu des hausses tarifaires significatives pour les produits vendus sous leur marque. En revanche, la renégociation des contrats pour les produits vendus sous marques distributeurs aurait été beaucoup plus âpre, et finalement peu fructueuse.

Avec une collecte nationale stationnaire, les transformateurs français ont sensiblement amélioré la valorisation du lait sur le marché intérieur mais aussi sur les marchés extérieurs. Les exportations ont progressé en valeur grâce au redressement des cours de la poudre maigre, tandis que les importations ont reculé principalement grâce à la baisse des cours de la matière grasse laitière. Rappelons que la France est globalement excédentaire en protéine laitière et à peine autosuffisante en matière grasse.

En 2019, la production européenne de lait de vache a retrouvé une croissance modérée qui a facilité l'assainissement du marché des protéines laitières et contribué à détendre celui du beurre, d'autant que la production n'a que faiblement augmenté dans les autres grands bassins excédentaires. L'UE-28 a ainsi exporté l'essentiel des disponibilités supplémentaires (stocks et fabrications), la consommation européenne ayant marginalement progressé au rythme de la modeste croissance démographique.

Début 2020, les perspectives de marchés s'annonçaient bonnes pour les éleveurs comme pour les transformateurs. C'était avant le développement de l'épidémie de Covid-19 dont les premiers effets sur les marchés des produits laitiers sont déjà perceptibles début mars. Sur le point de devenir une pandémie, elle risque d'affecter la croissance économique mondiale et de ralentir la demande en produits laitiers. La question est plutôt désormais le temps durant lequel le commerce mondial va être bloqué... sachant que la faim de produits laitiers dans les pays émergents ne va pas se tarir à cause du virus ! En cas de baisse des prix des commodités sur les marché internationaux, la logique de formation du prix du lait sur la base des coûts de production pour les produits laitiers destinés aux ménages, au cœur de la loi de EGALIM, sera mise à l' épreuve du feu.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018
Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS
Stabilisation de la production et rebond de l'excédent commercial

12/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS
- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio de plaine

22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS
La croissance modérée de la production rétablit l'équilibre des marchés

32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE
Principaux évènements de l'année 2019

36/ LES PRÉVISIONS 2020
Croissance modérée mais des menaces sur l'équilibre des marchés !

1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

HIVER 1er trimestre



La sécheresse 2018 se fait encore sentir

Les stocks de fourrages étaient limités dans beaucoup d'exploitations. Leur médiocre qualité a amoindri les rations de base. Les éleveurs ont dû recourir à davantage d'achats d'aliments, ce qui a accru les coûts de production. La collecte est restée ralentie dans le prolongement de la tendance automnale.



Mise en œuvre de la loi Egalim

Suite au vote de la loi fin 2018, les collecteurs sont incités à prendre en compte les coûts de production des éleveurs laitiers dans la fixation leurs prix d'achat du lait.



Remontée des cours de la poudre maigre

Conséquence de la disparition des stocks d'intervention en début d'année, le cours de la poudre maigre est remonté pour se rapprocher de son niveau d'avant la crise.

PRINTEMPS



Un printemps sec et froid

Ces conditions météorologiques ont été favorables à la production d'une herbe de bonne qualité, favorable au pâturage, mais en quantité limitée.



Baisse des cours de lactosérum

La diffusion de la fièvre porcine africaine à l'ensemble de la Chine a entraîné une chute du cheptel porcin ainsi qu'une forte baisse de la demande de lactosérum qui s'est répercutée sur les cours mondiaux.

1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

ÉTÉ



Gros coups de chaud en début d'été

La production d'herbe et, dans certaines régions, les rendements en maïs fourrager ont été impactés par les épisodes caniculaires du début de l'été. Les animaux ont aussi souffert, ce qui a pénalisé la production de lait dans ces zones.



Rebond de la production en fin d'été

Après un premier semestre difficile, la collecte française a rebondi à partir du mois d'août, entamant une hausse saisonnière vigoureuse au cours de l'automne.



Recul du cheptel laitier

A partir du mois de septembre, les entrées de génisses en 1ère lactation ont été exceptionnellement faibles, entraînant un fort recul du cheptel laitier, de -1,6% en un an par rapport à un effectif déjà réduit en 2018.

AUTOMNE



Des précipitations de fin d'été bienvenues

Les précipitations de fin d'été ont permis une bonne repousse d'herbe et la constitution de stocks.
La bonne arrière saison a conforté la reprise de la production laitière, même si les précipations n'ont pas été homogènes.



L'incendie Lubrizol impacte la collecte en Normandie et Hauts de France

417 éleveurs laitiers de Seine Maritime et des Hauts de France n'ont pu livrer leur production entre le 28 septembre et le 14 octobre, suite à l'incendie de l'Usine chimique Lubrizol (classée Seveso) près de Rouen. Ce sont près de 10 millions de litres qui ont été écartés de la chaîne alimentaire, soit 1% de la collecte nationale sur ces deux semaines !

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Stabilisation de la production et rebond de l'excédent commercial



L'année laitière 2019 a connu une stabilité de la collecte. Après un premier semestre difficile, la production laitière a retrouvé de la vigueur sur le second semestre, notamment grâce à un automne doux et humide. Cette stabilisation des volumes a eu lieu malgré un nouveau repli du nombre de vaches laitières.

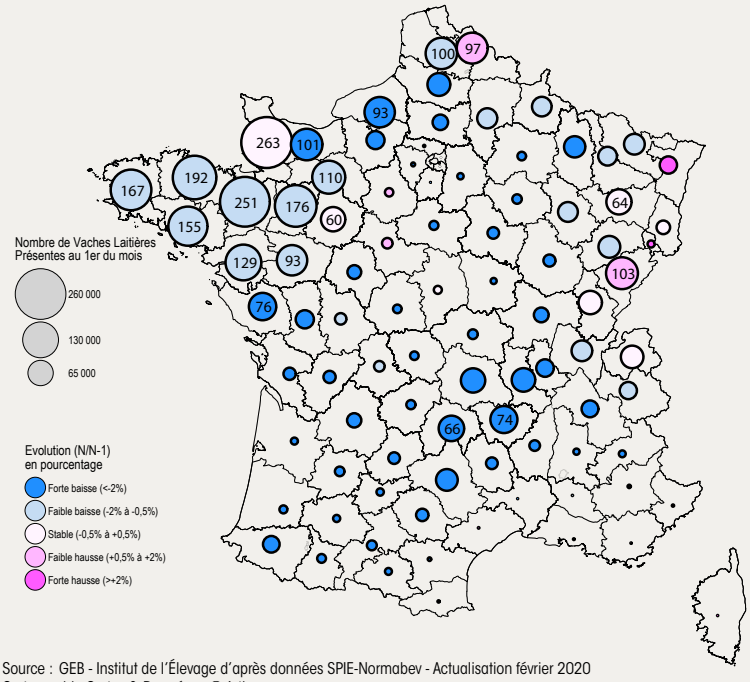
Le rebond du prix de la protéine a tiré les fabrications de poudre maigre et le recul des cours de la matière grasse défavorisé celles de beurre.

Malgré une consommation nationale stable, l'excédent commercial laitier français s'est amélioré après 4 années de dégradation. Sous l'effet du déstockage et de la hausse des prix de la poudre maigre, les exportations ont progressé tandis que la réduction du déficit en matières grasses a limité les importations.

-180 000 têtes

C'est la baisse du cheptel laitier entre le pic de 2015 et le 1er janvier 2020.

CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIER ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1ER JANVIER 2020



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev - Actualisation février 2020
Cartographie Cartes & Données - © Articque

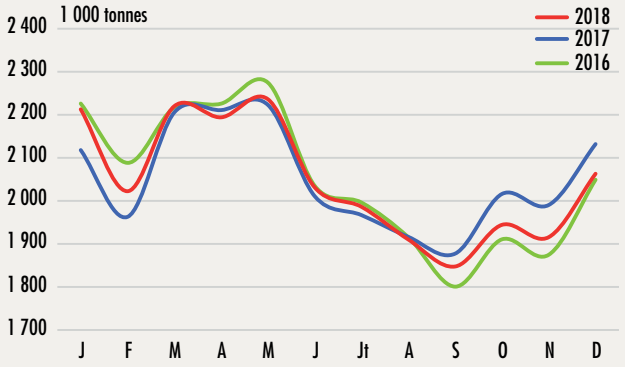
Poursuite de la décapitalisation du cheptel

Pour la cinquième année consécutive, le nombre de vaches laitières a reculé en 2019. Sur les 3 premiers trimestres, le repli s'est inscrit dans la tendance relativement dynamique de la fin 2018, avant de s'accélérer encore à partir du mois d'octobre. La hausse saisonnière des effectifs de vaches laitières a ainsi été très réduite (+38 000 têtes entre le 1er août 2019 et le 1er janvier 2020 contre +65 000 en 2018). Si les réformes ont été moindres qu'en 2018 (-3,7%), les entrées de génisses en lactation ont été exceptionnellement faibles (-5,5%). À 3,65 millions de têtes au 1er janvier 2020, le cheptel compte 58 500 têtes de moins que début 2019 (-1,6%) et 180 000 vaches laitières de moins qu'au pic de janvier 2015 (-4,7%).

Le recul est généralisé, même si l'ampleur de la baisse est variable selon les bassins, fonction de l'ambiance laitière et des conséquences des épisodes caniculaires de l'été 2019. Deux bassins affichent des replis inférieurs à 1% (**Nord-Picardie** et **Grand-Est**). La **Normandie** et le **Grand-Ouest** enregistrent des baisses de -1,2% /2018, tandis que le Centre perd -1,7% de ses vaches. Le repli dépasse les 2% dans le **Sud-Est** et **Charentes-Poitou** et s'approche même de 4% en **Auvergne-Limousin**. Enfin, la déprise laitière s'intensifie le **Sud-Ouest** où la baisse annuelle a franchi le seuil des 5% pour la 2ème année consécutive.

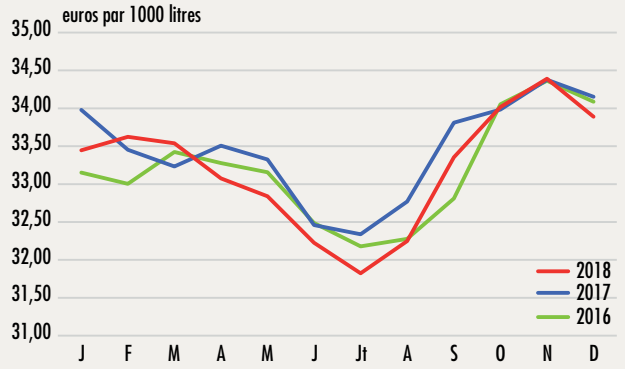
COLLECTE ET PRIX 2019

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



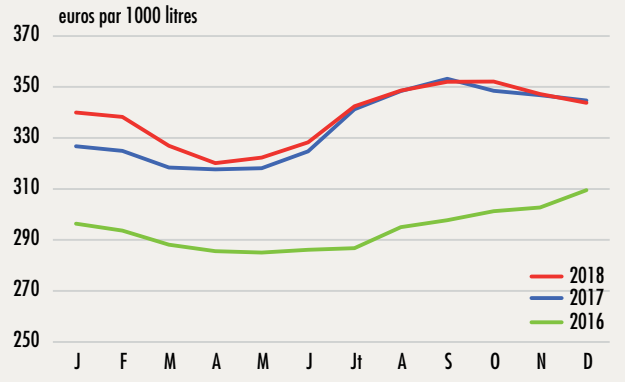
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après un premier semestre difficile, la production laitière française a rebondi au dernier trimestre, permettant de retrouver sur l'année un niveau équivalent à celui de 2018. En moyenne, le prix standard du lait français progresse de près de 4% d'une année sur l'autre.

Stabilité de la collecte en 2019

À 24,5 millions de tonnes, la collecte annuelle a presque égalé le niveau 2018 (-0,1%).Toutefois elle demeure toujours éloignée du record atteint en 2015 (-870 000 t, soit -3,4% /2015).

Sur le premier trimestre 2019, la collecte laitière s'est inscrite dans la tendance baissière de la fin de l'année 2018 (-1,9% /2018). En avril, elle a rejoint son niveau de l'année précédente, avant de décrocher à nouveau en fin de printemps et au début de l'été, impactée par la sécheresse et les vagues de chaleur estivale.

À partir du mois d'août, la collecte a retrouvé de la vigueur, notamment grâce à un automne doux et très humide, plus propice qu'en 2018 à la repousse de l'herbe en arrière-saison et à la constitution de stocks. Le rythme de croissance s'est accéléré mois après mois pour atteindre +1,7% /2018 en novembre et +1,4% sur le dernier trimestre, permettant ainsi à la collecte totale annuelle de rejoindre son niveau de 2018.

Seuls trois bassins affichent des hausses de collecte en 2019. La **Normandie** prend la tête (+2% /2018) devant le **Grand-Ouest** (+0,9%) et le **Nord-Picardie** (+0,1%). Si le recul demeure modéré dans le **Grand-Est** (-1%), il est plus prononcé dans le **Sud-Est** (-1,9%) et en **Auvergne-Limousin** (-2,1%). Les autres bassins enregistrent une forte baisse, de plus de 3% dans le **Centre** et en **Charente-Poitou** et de près de 6% dans le **Sud-Ouest**.

Progression des rendements et des taux

Après la chute de 2016 (-2,3% /2015), le rendement apparent national a poursuivi son redressement pour la 3ème année consécutive en 2019, à 7 100 kg/VL (+1,4% /2018), et atteint un nouveau record. Les conditions climatiques n'ont pas affecté les taux de matière sèche qui ont affiché des niveaux très élevés. Le taux de matière protéique a rebondi après un repli en 2018. Malgré un début d'année difficile, il a enregistré une hausse au printemps et à l'automne pour afficher en moyenne sur l'année à 33,62 g/l (+1,3% /2018 soit +0,42 g/l). Ce niveau est le plus élevé depuis au moins 15 ans. Le taux de matière grasse a également progressé à 41,84 g/l (+1,4% soit +0,57 g/l) et retrouvé son niveau de 2015.

Un prix du lait en hausse

Après s'être redressé en 2017, le prix du lait standard (38-32) a enregistré une hausse sensible en 2019.À 351 €/1 000 l de moyenne nationale, il a progressé de 14 € /2018 (+3,7% /2018) et terminé l'année à son meilleur niveau depuis 2014. Le prix effectivement payé a également suivi la même évolution (+4,5% /2018) à 375 €/ 1 000 l. Cette hausse serait imputable pour un tiers au redressement du cours des protéines laitières, malgré le tassement de celui du beurre, et pour les 2/3 à la hausse des prix des produits finis vendus aux ménages. Cette évolution se trouve être à contre-courant de celle de nombreux voisins européens où le prix du lait a reculé.

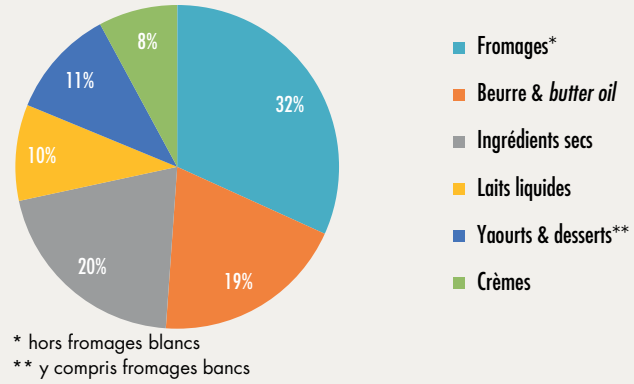
Le prix du lait calculé pour une valorisation beurre et poudre maigre a progressé en 2019, grâce à la remontée des cours de la poudre maigre qui a surcompensé la baisse des prix du beurre. Après avoir reculé en début d'année, il est remonté au second semestre pour gagner en moyenne sur l'année 4% /2018, à 306 €/1 000 l sur le marché européen.

Toutes les laiteries ont procédé à des hausses de prix. Selon l'observatoire de la revue *L'éleveur laitier*, le prix du lait (composition 42/33, qualité super À, primes et ristournes comprises) payé aux livreurs en 2019 se situe entre 353 et 407 €/1 000 l en moyenne annuelle contre 314 à 381 €/1 000 l en 2018. Les écarts de prix entre les laiteries se sont ainsi resserrés en 2019, passant de 67€ à 54€.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

COLLECTE ET FABRICATIONS 2019

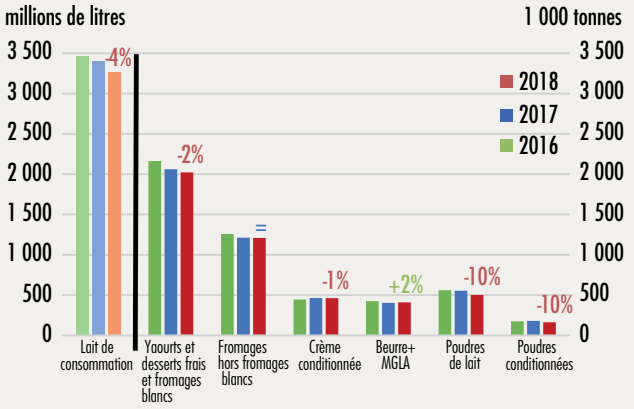
UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2019)



* hors fromages blancs
** y compris fromages bancs

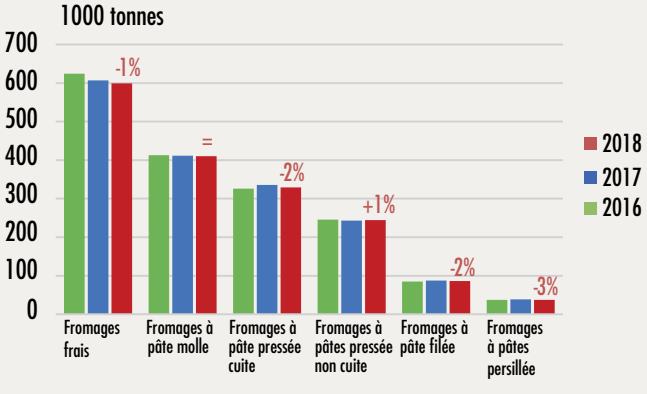
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Eurostat et CNIEL

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2019, les transformateurs ont disposé d'un volume de lait comparable à celui de 2018 mais de plus de matière utile. Ils ont arbitré en faveur de la production de poudres de lait, compte tenu du redressement des cours de la protéine et de la disparition des stocks d'intervention, mais également de crème, aux dépens du lait liquide, dont la production poursuit son repli. Les fabrications de beurre et des produits frais stagnent et celles de fromages progressent à nouveau.

Toujours moins de laits de consommation

Face au recul de la demande domestique, les transformateurs ont réduit les fabrications de laits conditionnés, de -3% /2018. En 10 ans, le repli se chiffre à -13%.

Hausse des fabrications de laits fermentés, recul des desserts

L'érosion des fabrications de yaourts et de laits fermentés, entamée en 2013, a été stoppée en 2019, avec une progression de +1% /2018. À l'inverse, celle des desserts lactés frais et des fromages blancs s'est poursuivie, de -2,7% /2018 et -1,7% respectivement.

Plus de crème et moins de beurre

Après avoir progressé en 2018, tirées par des cours encore élevés, les fabrications de beurre de consommation ont reculé en 2019 (-1,4% /2018) en lien avec la baisse des prix. À l'inverse, les fabrications de MGLA (matières grasses laitières anhydres) ont bondi de près de +8%. Les industriels ont également arbitré en faveur de la crème, dont les fabrications, après avoir reculé en 2018, ont progressé de +3% /2018. Cette hausse doit être principalement attribuée à la crème fraîche (+5% /2018).

Rebond des ingrédients secs

Encouragées par le redressement des cours de la protéine et la disparition des stocks d'intervention, les fabrications de poudre maigre ont inversé la tendance baissière entamée 3 ans auparavant. Avec un bond de +9% /2018, elles enregistrent leur plus haut niveau depuis 2016. Après une forte chute en 2018, celles de poudres grasses n'enregistrent qu'un recul plus modéré en 2019 (-5% /2018).

Les fabrications de poudres de lait infantile ont rebondi (+7% /2018). Au contraire, celles de caséines ont reculé (-3%) après deux années de hausse consécutive.

Légère hausse des fabrications fromagères

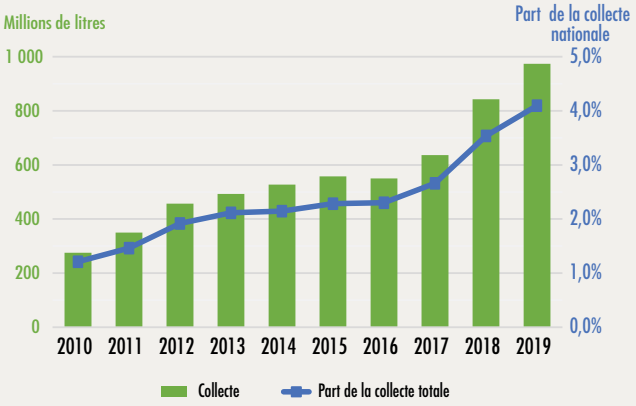
Les fabrications de fromages (hors fromage blanc) ont progressé de +1,1% /2018, à 1 222 000 t, mais ce chiffre recouvre des évolutions divergentes. Les fromages à pâtes molles (31% de la MSU fromagère) ont légèrement reculé en 2019 (-0,4% /2018) en partie due au camembert (-2,2%) tandis que le Brie-Coulommiers progresse de 1,3% / 2018.

Après une année 2018 morose, les fabrications de pâtes pressées cuites (34% de la MSU fromagère) ont été dynamiques (+2,8% /2018), tirées par l'emmental et le Comté, alors que le Beaufort affiche un repli de -1,9%. Celles des pâtes pressées non cuites (22% de la MSU fromagère) et de pâtes persillées (4% de la MSU fromagère) ont enregistré de modestes hausses (respectivement +0,6% /2018 et +0,8%).

Les progressions les plus importantes concernent les pâtes fraîches à tartiner (2% de la MSU fromagère) avec +2,8% /2018 et surtout les fromages à pâtes filées type mozzarella (6% de la MSU fromagère), avec +5,5% /2018. Ces derniers affichent une production en hausse de 22% depuis 2013.

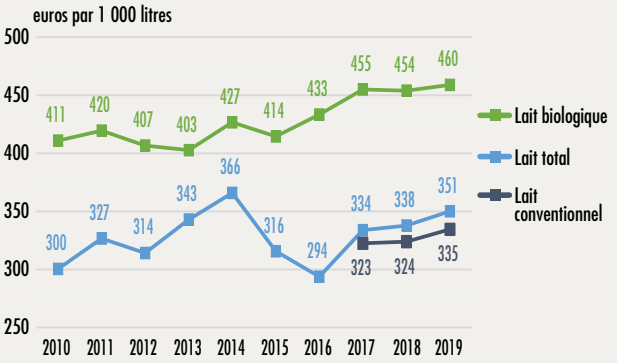
LAIT BIOLOGIQUE 2019

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT BIOLOGIQUE



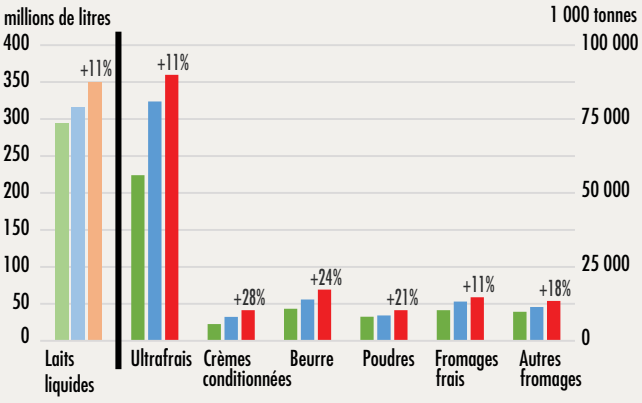
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX ANNUEL* DU LAIT AU STANDARD 38/32



* Prix mensuels pondérés par la collecte
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS LAITIERS BIOLOGIQUES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Bien que moins forte qu'en 2018, la croissance de la collecte nationale de lait biologique a encore été à deux chiffres en 2019, pour la 3ème année consécutive. Malgré les craintes qui pesaient sur la capacité du marché à absorber ces volumes supplémentaires, les prix se sont rehaussés de près de 6 €/1 000 l d'une année sur l'autre.

Un peu plus de 4% de la collecte nationale en lait bio

À presque 975 millions de litres sur l'année 2019, la collecte de lait biologique établit un nouveau record (+16% /2018). Le lait biologique a ainsi représenté un peu plus de 4% de la collecte nationale. La progression des livraisons a été moins marquée que l'an passé (+33%), ce qui s'explique notamment par une volonté de certains opérateurs de réguler les volumes au pic printanier (en témoigne la hausse contenue au mois de mai de +11% /mai 2018), mais aussi par un ralentissement du recrutement de nouveaux livreurs convertis tout au long de l'année. En effet, alors que leurs rangs s'étaient considérablement étoffés en 2017 (+588 livreurs en décembre /2016) puis en 2018 (+618 en décembre /2017), ils n'étaient que 124 livreurs supplémentaires en décembre 2019, portant l'effectif national à 3 555 livreurs (soit 7% des livreurs de lait de vache).

Bonne tenue des prix

Après son envolée de 2017, le prix du lait biologique s'était très légèrement érodé en 2018. En 2019, contre toute attente compte-tenu des craintes évoquées fin 2018 quant à la gestion de l'afflux de lait supplémentaire attendu, le prix annuel (moyenne nationale) s'est apprécié de près de 6 € pour approcher 460 €/ 1 000 l. La hausse du prix s'est faite essentiellement au second semestre avec un prix de base moyen dépassant 485 €/1 000 l (+11 €/2018) alors qu'il avait peiné à se maintenir au premier semestre (-0,3 € /2018 à 438 €/ 1 000 l).

À un peu plus de 476 €/1 000 l, le prix moyen annuel payé aux producteurs toutes primes et toutes qualités confondues s'est lui apprécié de près de 9 €, bénéficiant de l'amélioration des teneurs en matières grasses (+0,2 g/l, à 41 g/l) et surtout protéiques (+0,5 g/l à 32,6 g/l) après une année 2018 où les matières protéiques avaient fait défaut.

En 2019, le prix du lait bio a progressé moins vite que le prix du lait conventionnel. L'écart entre le prix de base du lait biologique et celui du lait conventionnel (hors AOP) a été ramené à 125 € /1 000 l (contre 132 € un an auparavant), tandis que l'écart de prix moyen payé aux éleveurs entre le bio et le conventionnel a été de 107 € (contre 115 € en 2018).

Des fabrications dynamiques et une demande qui ne faiblit pas

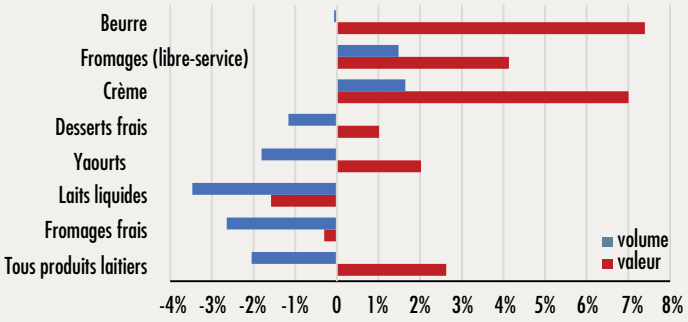
Les fabrications ont enregistré des hausses à deux chiffres dans toutes les catégorie de produits : de +11% pour les laits conditionnés ou les produits ultrafrais (y.c fromages frais) jusqu'à +28% pour les crèmes conditionnées. Le suivi des achats des ménages laisse entrevoir des évolutions concordantes. Les ventes aux ménages de laits liquides biologiques auraient notamment atteint 10% de parts de marché en 2019 en volume d'après le panel Kantar. La part de marché des fromages bio reste confidentielle (1%), malgré la croissance de près de 25% des volumes de fromages bio achetés par les ménages en 2019.



2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

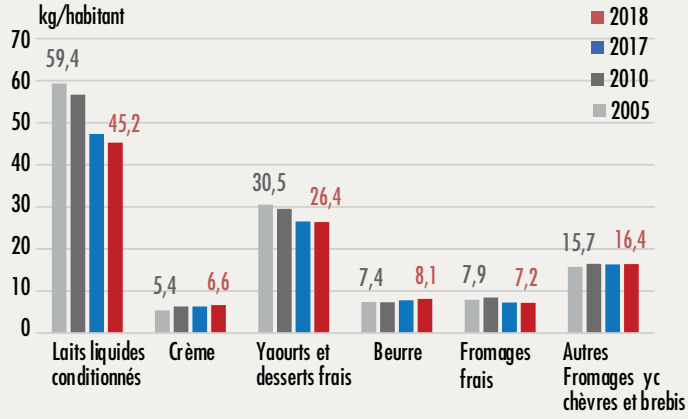
CONSOMMATION FRANCE 2019

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS EN FRANCE (%/2018)



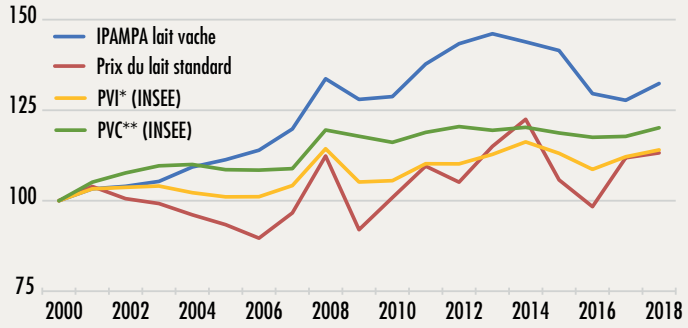
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



*PVI = Prix de Vente Industriel INSEE
**PVC = Prix de Vente aux Consommateurs INSEE

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

La consommation totale française est restée stable en 2019 mais les achats de produits laitiers par les ménages ont poursuivi leur recul en volume et n'ont progressé en valeur que grâce à la hausse des prix. La consommation individuelle apparente a progressé pour les matières grasses et pour les fromages.

Nouvelle baisse des achats des ménages, seuls les fromages résistent

La baisse structurelle des volumes de produits laitiers vendus en GMS (y compris *hard discount* et *drive*) s'est poursuivie en 2019 (-2% /2018), d'après les données IRI-CNIEL. Cependant, comme en 2018, les ménages ont maintenu leurs dépenses, compte tenu de la hausse moyenne des prix de vente (+2,5% /2018).

Contrairement à l'année 2018, les fortes hausses de prix enregistrées sur les matières grasses n'ont pas freiné les achats. Les ventes de beurre sont restées stables grâce à la bonne performance des formats beurrier et plaquette. Le renchérissement de la crème n'a pas entravé la hausse des achats (+1,6% /2018).

Les ventes de fromages en libre-service ont poursuivi leur progression en volume comme en valeur (respectivement +1,5% /2018 et +4%). Celles des pâtes pressées cuites (+3%) et les pâtes fraîches salées (+3,6%) affichent les hausses les plus dynamiques, devant les pâtes pressées non cuites (+1,3%), les fromages de chèvre (+1,1%). Les pâtes persillées (-1,8%) et les pâtes molles (-1%) enregistrent des replis plus limités qu'en 2018.

Le déclin de la demande de laits liquides se poursuit au même rythme soutenu qu'en 2018 (-3,5% /2018 en volume). Mais en 2019, l'évolution en valeur a également été négative (-1,6%), la progression des prix ayant été moindre qu'en 2018 (+2%).

Le lent repli de la consommation d'ultra-frais, amorcé en 2011, s'est prolongé en 2019 en volume (-2,2% /2018) comme en valeur malgré une hausse de prix très limitée (+0,9%) : dont -2,5% pour les laits fermentés, -2,6% pour les fromages frais et -1,2% pour les desserts lactés frais.

Stabilisation de la consommation par bilan

D'après nos estimations par bilan, la consommation par Français de laits liquides a poursuivi son repli en 2018 à 43,9 kg (-3,3% /2018). Soit une baisse de 12 kg en 10 ans (-21%).

La consommation de yaourts et desserts frais, a progressé de +2% à 26,9 kg/hab., après plusieurs années de repli. La consommation de fromages a évolué de manière hétérogène : celle des fromages frais incluant les fromages blancs a légèrement reculé de -1% à 7,1 kg et celle des autres fromages (tous laits confondus) a progressé de +2% à 16,8 kg/hab.

La consommation apparente de matières grasses a de nouveau progressé : celle de crème a affiché une hausse de +5% à 7 kg/hab. et celle de beurre de +0,5% à 8,2 kg/hab.

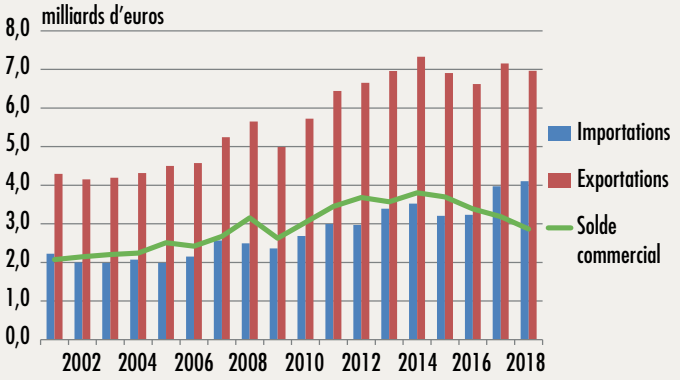
Hausse de prix à tous les maillons de la filière

En moyenne, le prix du lait à la production a progressé de près de +4% /2018 (+5% /2016). Dans le même temps l'IPAMPA a gagné +1,3% /2018 (+5% /2017), tiré par l'achat d'engrais, d'amendements et d'aliments.

Les prix au stade de gros et de détail ont progressé respectivement de +2% et +2,3% selon l'INSEE. La hausse la plus marquée a encore une fois concerné le beurre, en lien avec le maintien de prix élevés sur les marchés internationaux. Cette évolution a de nouveau été tempérée par les faibles hausses des prix du lait liquide.

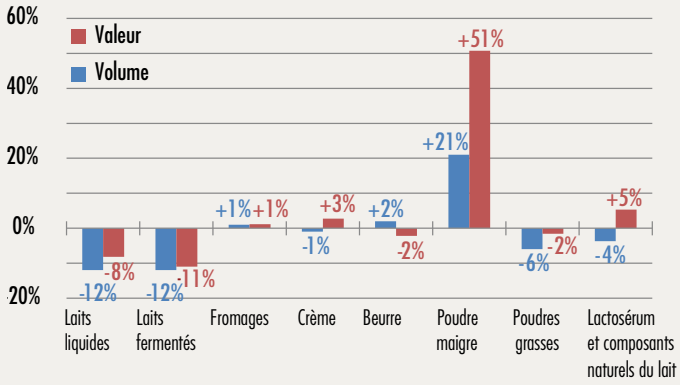
COMMERCE EXTÉRIEUR 2019

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



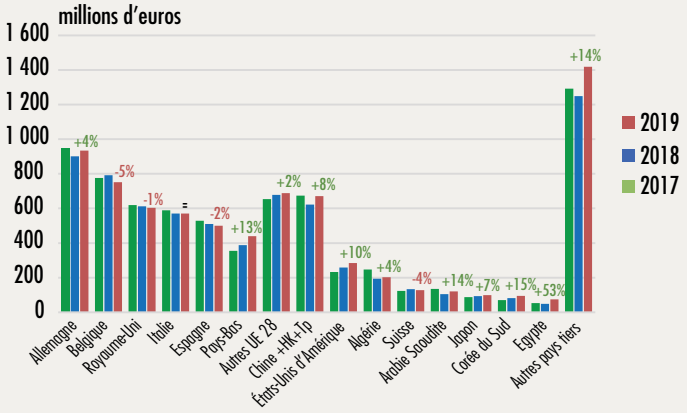
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2019 (% SUR 2018)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Après 4 années de repli consécutif, l'excédent commercial laitier français s'est amélioré en 2019, avec une hausse des exportations, notamment vers les pays tiers et un recul des importations en volume et en valeur. La France a bénéficié du rebond des prix de la protéine et de la baisse de ceux de la matière grasse.

Amélioration de la balance commerciale avec les pays tiers et l'UE

En 2019, l'excédent commercial français a rebondi de 12% /2018, à près de 3,5 milliards d'euros, son niveau le plus élevé depuis 2016. D'un côté les exportations ont augmenté de +5% en valeur à 7,56 milliards €, malgré un recul des volumes expédiés. De l'autre, les importations ont diminué de -1% en valeur, compte tenu du repli des volumes et de la baisse des cours mondiaux de la matière grasse.

Le solde commercial avec les pays tiers a rebondi en 2019 (+10% en valeur), après une chute en 2018 , notamment vers la Chine (+8%), les Etats-Unis (+10%) et l'Algérie (+4%). Après quatre années consécutives de recul, notre balance commerciale avec l'UE-28 s'est redressée (+20% /2018, à +0,5 milliard €. Les exportations ont légèrement progressé (+1%) et les importations légèrement reculé (-1%). En 2019, 85% de de l'excédent commercial en produits laitiers a reposé sur les échanges avec les pays tiers (ce n'était encore que 60% en 2013).

Réduction du déficit commercial en matières grasses

En 2019, le solde commercial en laits liquides s'est contracté à 200 millions € (-13%), conséquence d'une baisse des exportations essentiellement en lait vrac, de -17% en volume et -14% en valeur. Les importations de laits liquides ont également reculé en volume (-5%), mais avec une hausse des achats de lait vrac (+25%) et un repli de ceux de laits conditionnés (-25%). En valeur, les importations n'ont progressé que de +2% /2018.

En fromages, le solde commercial s'est dégradé en 2019 à 1,41 milliard € (-6% /2018). Les exportations ont légèrement progressé en volume (+1%) comme en valeur (+1%, à +3,5 milliards d'€), notamment vers les pays tiers (+2%), comme l'Arabie Saoudite et la Chine. Mais les importations ont encore une fois augmenté aussi bien en volume (+4% soit +15 000 t) qu'en valeur (+8%).

Le commerce extérieur de matières grasses s'est amélioré, après 4 années successives de dégradation. Toujours importatrice nette, la France a légèrement réduit ses importations de beurre en volume (-3% /2018), mais a surtout bénéficié de la baisse des cours mondiaux (-15% /2018). Les exportations de beurre ont progressé en volume (+2%), mais reculé en valeur (-2% à 508 millions €). En outre, le solde commercial en crème s'est amélioré grâce à des exportations en hausse en valeur et des importations meilleur marché. Au total, le déficit commercial en matières grasses s'est réduit de 35% /2018, pour s'établir à -476 millions d'euros.

Rebond de l'excédent commercial en ingrédients secs

En 2019, après 3 années de recul, les exportations de poudre maigre ont rebondi de +21% /2018 en volume, suite à la disparition des stocks d'intervention et à une reprise des fabrications (+9% /2018). En valeur, les envois français ont bondi de +51%, grâce à la hausse des cours tout au long de l'année 2019. Le solde commercial a ainsi augmenté de +56% /2018 à 461 millions d'euros. Malgré des exportations en recul en volume et des importations plus importantes, le solde commercial de poudre de lactosérum a progressé (+6% à 271 millions d'€), grâce à la hausse de prix des produits exportés. Les exportations de poudres grasses se sont repliées en 2019 (-2% à 228 millions d'€). Enfin, nonobstant des exportations stables en volume, les exportations de poudre de lait infantile ont progressé de +9% en valeur, à 940 millions d`euros, grâce à la hausse des prix (+10% /2018).

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Stabilisation des revenus

Pour la plupart des systèmes laitiers de plaine, le revenu estimé en 2019 est parmi les plus favorables de la dernière décennie. Par rapport à 2018, on peut parler de stabilité : les évolutions des produits et des charges se sont neutralisées en terme de revenu. La légère augmentation des chiffres d'affaires, grâce principalement à des livraisons en hausse et un prix du lait qui gagne quelques euros, a été annihilée par la progression quasi-équivalente de l'ensemble des postes de charges. En revanche, les systèmes bio de plaine et ceux des montagnes et piémonts du Sud subiraient des baisses. Pour les premiers, le revenu perd 3 100 €/UMOex, mais reste d'un bon niveau. La baisse est moindre pour les seconds (-700 €/UMOex) mais leur résultat courant demeure extrêmement faible et d'un niveau nettement inférieur aux meilleurs des dix derniers exercices. Deux années consécutives de sécheresse y sont pour beaucoup.

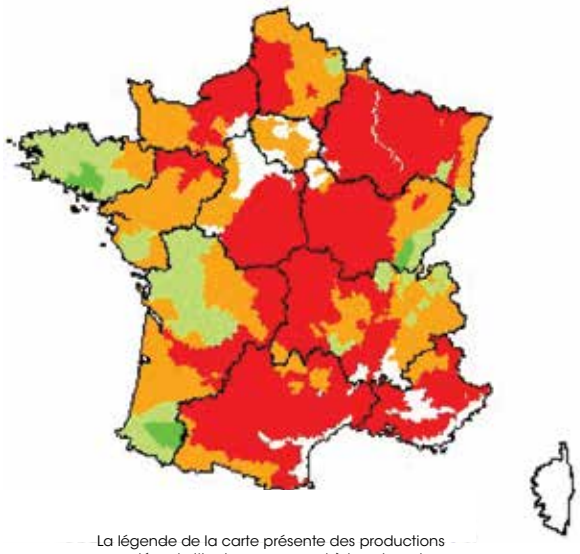
LE PRIX DU LAIT ENCOURAGE LA PRODUCTION

Pour la troisième année consécutive, le prix du lait est à la hausse. Le gain observé en 2019 se situerait dans une fourchette de 10 à 13 €/1 000 l pour le lait conventionnel de plaine et des montagnes et piémonts du Sud (valeurs retenues selon les régions pour les estimations de revenus). En valeur le niveau de prix retenu se situe entre 358 € et 377 €/1 000 l. Les systèmes AOP de l'Est jouissent également en 2019 d'une hausse de prix (+14 €/1 000 l) liée au dynamisme de leurs AOP. Le prix du lait bio, après avoir plafonné en 2018, devrait également connaître une augmentation modeste en 2019 (+4 €/1 000 l). La hausse du prix payé est un signal encourageant pour les éleveurs qui augmentent leurs livraisons (Grand-Ouest, Normandie, Hauts-de-France), ou *a minima* tentent de les maintenir dans les zones à nouveau touchées par la sécheresse et les déficits fourragers (Est, Massif Central, région Centre).

Une hausse de charges modérée

En 2019 l'indice IPAMPA lait de vache augmente modérément (+1,3%) d'une année sur l'autre, après une hausse plus conséquente en 2018 (+3,6%). Il faut noter en particulier la quasi stabilité des coûts de l'aliment (+0,5%). En revanche, et parfois pour la deuxième année consécutive, certains bassins laitiers (Centre Ouest, Auvergne, Grand Est) ont été impactés par la sécheresse estivale pénalisant les rendements fourragers et contraignant à des achats d'aliment ou de fourrage complémentaires parfois conséquents (jusqu'à 160 €/UGB dans le Massif Central). Même s'ils ont été en partie compensés par des aides calamités, les revenus et les trésoreries des exploitations concernées ont été lourdement affectés.

POUSSE CUMULÉE AU 20 OCTOBRE 2019 - INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES



La légende de la carte présente des productions cumulées de l'herbe par rapport à la valeur de référence (1982-2009, traitement ISOP), correspondant aux classes suivantes :

- déficit important : 25 % et plus
- déficit faible : entre 10 et 25 %
- normale : entre 10 % de pertes et 10 % de gains
- excédent : plus de 10 %.

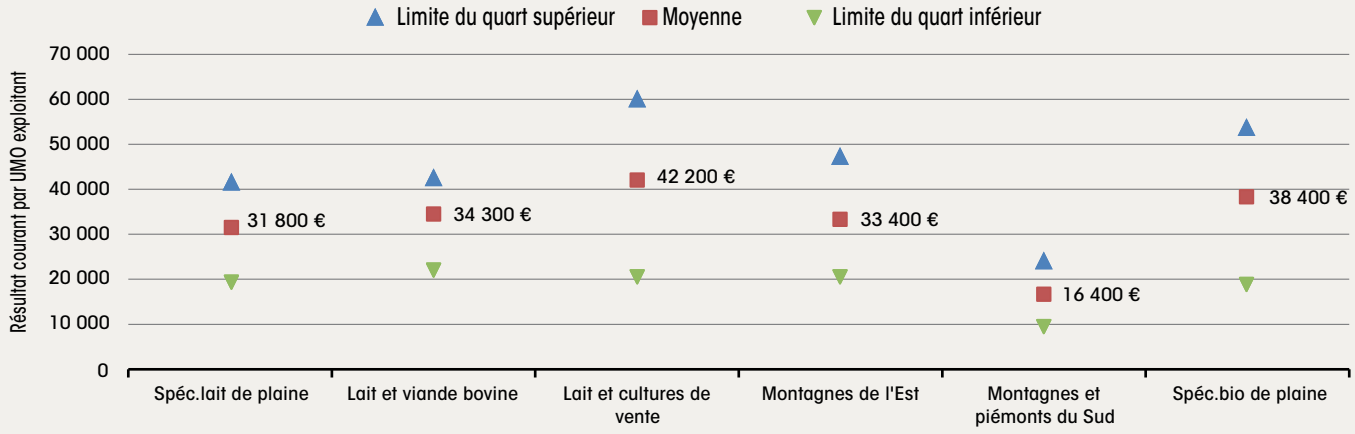
Source : Agreste - ISOP - Météo France - INRA

ESTIMATION DES REVENUS 2019 DANS LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE INOSYS

En 2019, on assiste à une quasi-reconduction des revenus de 2018 sans qu'on puisse pour autant parler de stabilité des différents postes de produits et de charges que certains éléments, conjoncturels ou exceptionnels ont contribué à faire varier. On notera ainsi en 2019, l'entrée en vigueur du nouveau zonage des ICHN qui bénéficie à un certain nombre d'exploitations tandis que d'autres, amenées à sortir du dispositif, ont perçu une dotation 2019 amputée de 20%. De même, beaucoup d'élevages impactés par la sécheresse ont été contraints de réaliser des achats compensateurs onéreux mais pourront parfois bénéficier d'aides calamités. De ce fait, on constate des évolutions de produits et de charges qui globalement, en 2019, se neutralisent en termes de revenu. À titre d'exemple, les systèmes de polyculture élevage ont souvent bénéficié de rendements grandes cultures à la hausse mais ont été pénalisés en contrepartie par des prix de vente plus faibles. Ils ont également livré plus de lait (+1,6%) qui a été mieux valorisé (+10 €/1 000 l), mais cela s'est neutralisé par les hausses conjoncturelles et exceptionnelles des charges. Au final la variation de revenu estimée entre 2018 et 2019 sur ces systèmes n'est pas signficative (+400 €/UMOex), comme pour les systèmes laitiers spécialisés de plaine (+1 100 €/UMOex), les systèmes mixtes lait-viande (+700 €/UMOex) et ceux des montagnes et piémonts du Sud (-700 €/UMoex). Les systèmes AOP de l'Est font exception. Épargnés par les aléas climatiques, portés par un prix du lait toujours en hausse (+14 €/1 000 l) et des livraisons croissantes (+3,4%), la hausse des revenus y est significative (+3 500 €/UMOex). Les systèmes de production de lait bio sont particulièrement sensibles aux aléas climatiques. Tout déficit fourrager coûte extrêmement cher soit en achats compensateurs, soit en perte de production. L'Est, fortement représenté dans notre échantillon INOSYS, vient de subir sa deuxième sécheresse consécutive. La faible hausse de prix du lait, le recul des livraisons, l'absence d'avance de stock et des achats onéreux pèsent fortement sur les évolutions de revenu de l'ensemble du groupe.

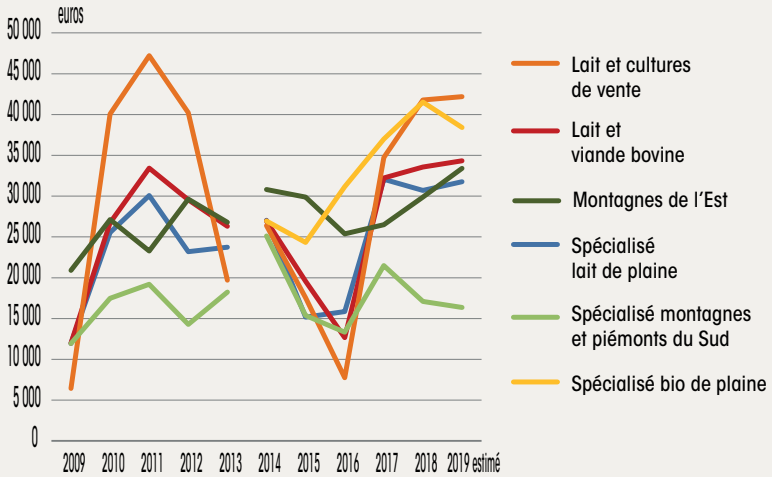
ESTIMATIONS DES RÉSULTATS COURANTS 2019

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage bovins laitiers et variabilité intra système en 2019.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

Ce graphique montre l'extrême volatilité des revenus des éleveurs laitiers sur la dernière décennie exception faite toutefois des systèmes AOP de l'Est. Les crises successives liées aux prix du lait (2009 puis 2015-2016), aux prix des intrants (2012), aux aléas climatiques (2018, 2019) génèrent des évolutions en dents de scie des revenus laitiers. En 2018 et 2019, les systèmes de plaine, bio et conventionnels, et les systèmes AOP de l'Est obtiennent des revenus estimés supérieurs à 30 000 €/UMOex, soit au plus haut de la dernière décennie. La hausse des prix du lait bénéfice aussi aux éleveurs des montagnes et piémonts du sud de la France, mais elle ne s'est pas traduite en termes de revenu en raison d'aléas climatiques récurrents.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2019 ET MÉTHODOLOGIE

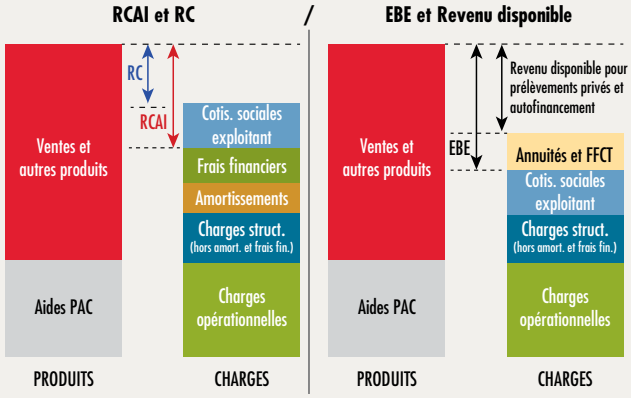
Les estimations des revenus 2019 ont été réalisées à partir des données de 288 exploitations issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait dont 33 élevages bio et 255 exploitations en production conventionnelle. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2018 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement…) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2019. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), GEB (prix du lait et de la viande bovine), INOSYS Réseaux d'élevage (données régionales)…

Les estimations, qui portent sur le résultat courant, prennent en compte les amortissements et les frais financiers mais également une estimation des cotisations sociales calculées sur la moyenne triennale.

Pour mémoire, les exploitations suivies dans ces Réseaux ont des performances supérieures à la moyenne.

Plus d'informations : http://idele.fr/filieres/bovin-lait.html -> onglet Réseaux d'élevage

INDICATEURS DE RÉSULTATS

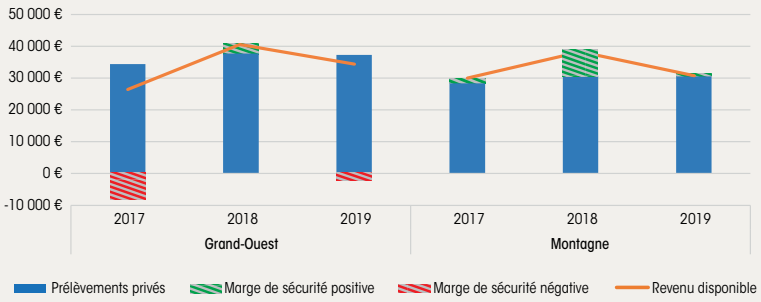


RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

À L'ÉTÉ 2019 : SITUATION FINANCIÈRE DÉGRADÉE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

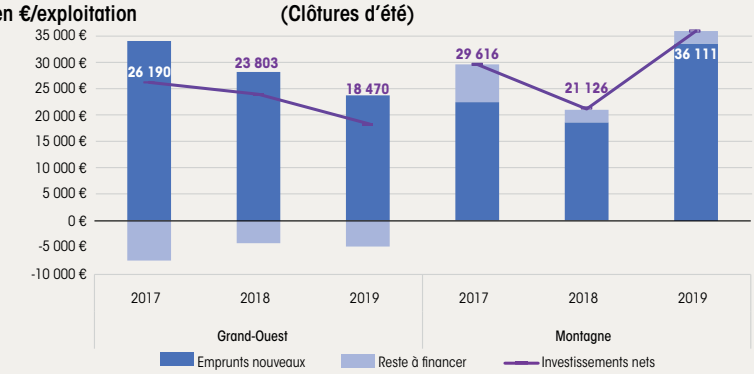
en €/exploitation (Clôtures d'été)



Source : Étude pour la CNE «été 17-19», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

en €/exploitation (Clôtures d'été)



Source : Étude pour la CNE «été 17-19», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

L'Observatoire de la situation financière des exploitations bovines (*) met en évidence une nouvelle baisse de revenu disponible des exploitations laitières composant l'échantillon suivi (résultats de 240 exploitations laitières du Grand-Ouest et du Cantal, clôtures comptables en avril-juin 2019). Cette baisse de revenu disponible est liée à une hausse des charges, dans un contexte de prix stables. En conséquence, celui-ci s'établit en moyenne à moins de 20 000 € par unité de travail non salariée (UTANS), ce qui ne permet pas de dégager une marge de sécurité, quelle que soit la zone. Dans ce contexte, les prélèvements privés se maintiennent à environ 21 000 €/UTANS.

L'évolution des investissements est contrastée, ils sont en baisse dans le Grand-Ouest où l'on constate toujours des emprunts de long et moyen termes supérieurs aux investissements nets réalisés (consolidation). Mais ils augmentent en Montagne, après une année de forte baisse, où ils sont majoritairement financés par emprunts (autofinancement autour de 10%).

De plus, les dettes court terme des élevages restent élevées (102 €/1 000 l en moyenne), et un tiers des exploitations de l'échantillon sont endettées à long terme et avec une trésorerie nette globale négative. Les trésoreries des élevages sont donc une nouvelle fois très tendues en 2019.

(*) Observatoire de la situation financière des exploitations bovines (lait et viande), 2019, étude Idele-CNE, échantillon « été 2017-2018-2019 », d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Cet échantillon est constitué d'exploitations bovines non sélectionnées sur leur niveau de performances.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

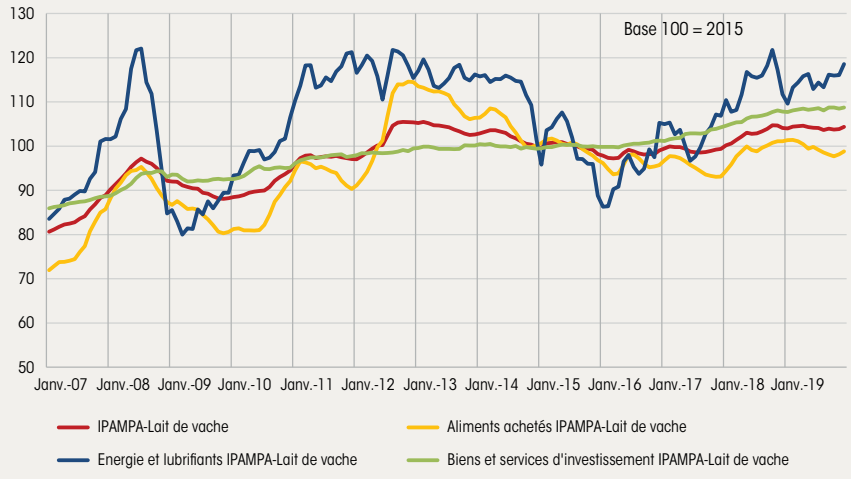
IPAMPA LAIT DE VACHE : UNE NOUVELLE HAUSSE EN 2019

L'IPAMPA lait de vache (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) mesure l'évolution du prix d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières : il ne prend, par exemple, pas en compte la modulation des apports de concentrés ou des achats de fourrages selon les conditions climatiques et économiques.

Dans la suite de la hausse de 2018, l'IPAMPA lait de vache s'est maintenu à des niveaux élevés tout au long de l'année 2019. Avec un indice de 104,1 en moyenne sur l'année (+1,3% /2018 ; indice 100 en 2015), il dépasse légèrement son niveau de 2013 et revient aux niveaux les plus élevés.

Depuis 2016, l'Institut de l'Élevage publie l'indicateur de **marge MILC** (Marge IPAMPA Lait sur Coût total indicé) qui mesure chaque mois la différence entre la valeur du panier de produits (hors aides) des ateliers lait et la valeur du panier de charges indicées dans l'IPAMPA. Fin 2019, cet indicateur, plus facilement interprété sur 12 mois glissants, **s'établissait à 103,6 € /1 000 l (+8,8 € /2018)** après avoir oscillé autour de sa moyenne 2007-2018 au cours de l'année. D'abord en deçà de cette moyenne, il s'est apprécié régulièrement pour repasser au-dessus dès le mois de juin.

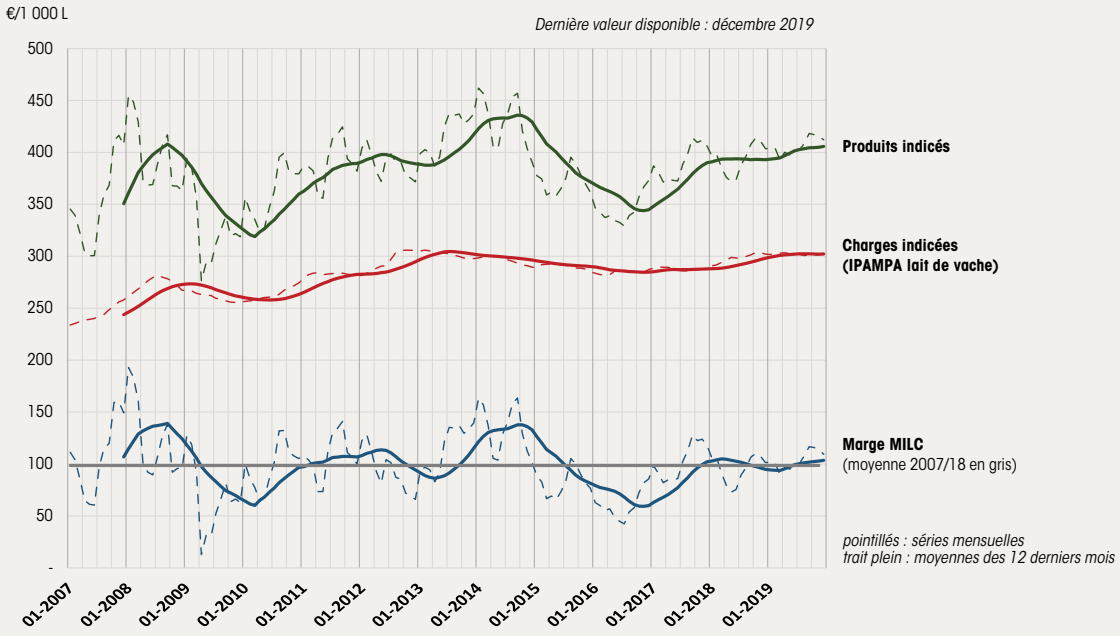
ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

L'augmentation du prix du lait de près de 15 € /1 000 l d'une année sur l'autre ne s'est finalement répercutée que partiellement sur la hausse de la MILC du fait de la baisse du coproduit viande (-2,2 € /1 000 l) et de l'augmentation des charges (+4 € /1 000 l). Cette hausse des charges résulte principalement de celles des prix d'achat des matériels neufs (tendance haussière très marquée des biens d'investissements) (+1,3 € /1 000 l) et de l'aliment (+0,54 € /1 000 l) et de l'engrais (+0,54 € /1 000 l).

PRODUITS INDICÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP

LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE – annuités LMT – prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels – dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40 %, dettes totales/actif < 40 %
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 % ,TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 % ,TNG négative

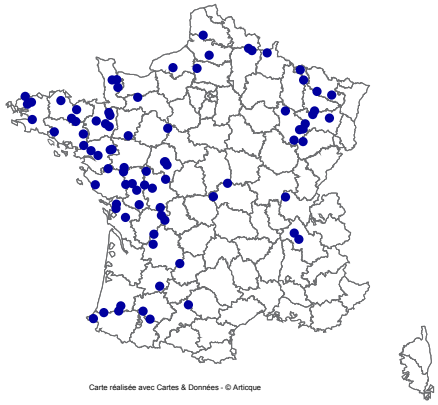
3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS
LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE
Un revenu stable malgré la hausse du prix du lait



DONNÉES REPÈRES

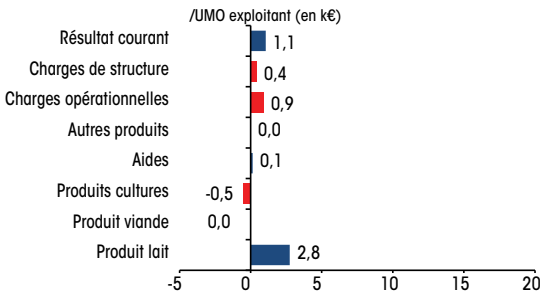
- 2,22 UMO totales dont 1,85 UMO exploitant
- 116 ha de SAU dont 86 ha de SFP
- 86 vaches laitières / 652 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 93 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La légère hausse du prix du lait, des volumes livrés et la stabilité du coût des approvisionnements laissaient envisager une nette augmentation des revenus. Malheureusement, dans certaines régions, les producteurs ont dû faire face, parfois pour la deuxième année consécutive, à une sécheresse estivale sévère. Les surcoûts engendrés pénalisent les revenus 2019, et en tout premier lieu dans les bassins de l'Est et du Centre. Par ricochet, le revenu moyen du groupe est impacté et la hausse du revenu est estimée très modeste à + 1 100 €/UMOex.

Une année fourragère compliquée dans le Centre et l'Est

La sécheresse a affecté les bilans fourragers des exploitations de ces bassins laitiers déjà fragilisées par l'année 2018. Cependant, si on a pu craindre une hausse massive des achats de substitution pour alimenter les animaux, ils sont restés contenus notamment du fait d'ensilages de maïs réalisés plus précocement. Néanmoins, l'augmentation moyenne des charges opérationnelles, estimée à +900 €/UMOex, est en partie liée à l'aléa climatique.

Le prix du lait entretient la dynamique laitière

Dans les bassins de l'Ouest et du Nord peu ou pas impactés par les aléas climatiques, les élevages ont augmenté leurs livraisons en 2019 (+1,5 à +4%) tandis que dans l'Est et le Centre, ils les ont au mieux maintenues sans doute en raison d'un prix du lait en légère hausse (+11 €/1 000 l) et suffisamment incitatif (367 €/1 000 l). De ce fait, le produit lait moyen a augmenté de 2 900 €/UMOex.

Des structures d'exploitation en forte croissance

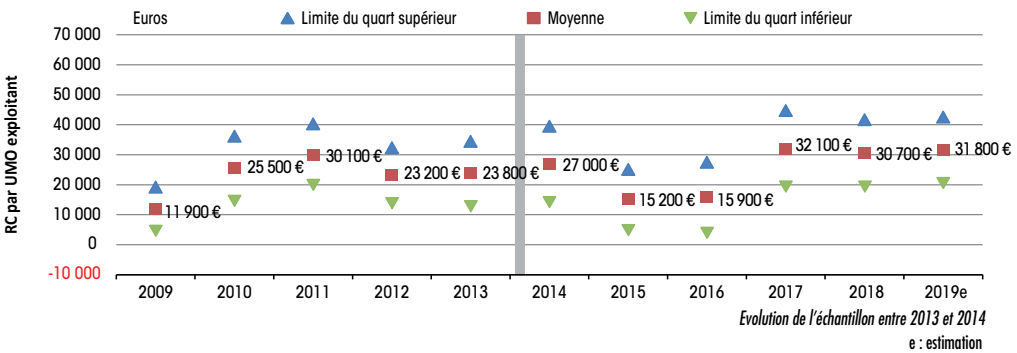
Sur les cinq dernières années, les dimensions de ces systèmes de production sont en constante augmentation. Sur cette période, le troupeau a en moyenne augmenté de 11 vaches, les livraisons de 66 000 litres (+ 24 000 l/UMOt) et la SAU est passée de 103 ha à 122 ha. Dans un souci de maintien de l'autonomie, ces surfaces supplémentaires sont consacrées à de la production fourragère, majoritairement de l'herbe dans l'Ouest ou du maïs ensilage dans d'autres bassins. Les hausses des livraisons proviennent des vaches supplémentaires, le rendement laitier étant demeuré stable en moyenne, de même que les consommations de concentrés par vache.

Un revenu du simple au double selon la conjoncture

Sur les dix dernières années, l'amplitude des revenus est conséquente, puisqu'au gré des fluctuations du prix du lait, des intrants et des aléas climatiques, ils ont varié du simple au double entre les bonnes et les mauvaises années. Avec un revenu moyen du groupe aux environs de 31 500 €/UMOex, les trois dernières années sont les meilleures de la décennie malgré les aléas climatiques pour ces exploitations laitières aux performances supérieures à la moyenne française.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

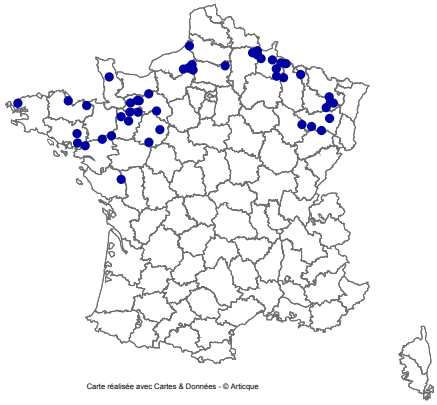
Des revenus stables grâce au produit lait



DONNÉES REPÈRES

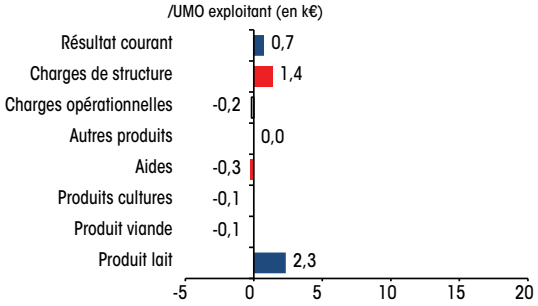
- 2,79 UMO totales dont 2,17 UMO exploitant
- 170 ha de SAU dont 136 ha de SFP
- 101 vaches laitières / 745 000 litres de lait vendus
- 72 UGB viande

LOCALISATION DES 50 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La sécheresse et la canicule estivale ont encore frappé en 2019. Cependant, elles ont moins impacté les résultats économiques des exploitations qu'en 2018. Le résultat courant s'améliore très légèrement (+700 €/UMOex) grâce à une meilleure maîtrise des charges opérationnelles et à un produit lait en progression.

Un prix du lait et des volumes livrés en hausse en 2019

Le prix du lait continue sa progression engagée en 2017 avec une hausse en 2019 estimée à +10 €/1 000 l. Cette évolution positive depuis trois ans, pour atteindre 368 €/1 000 l en 2019, s'accompagne d'une augmentation des volumes livrés (+1,2% par exploitation) malgré la sécheresse dans certains bassins de production. De ce fait, l'effet combiné du prix et des volumes livrés génère une hausse du produit lait de 2 200 €/UMOex.

Stabilité pour les produits cultures et viande bovine

La plupart des cultures de vente ont des rendements supérieurs à 2018, mais de nombreux prix de vente sont en baisse (maïs, blé tendre, orge). Au final, ces évolutions semblent se neutraliser avec un produit des cultures stable (-100 €/UMOex) ce qui est le cas aussi pour le produit viande avec des évolutions de conjoncture contrastées entre les différentes catégories d'animaux. Les aides, notamment celles qui sont découplées, continuent de converger plutôt défavorablement pour ces systèmes.

Une baisse des charges d'alimentation du troupeau

La sécheresse estivale a été de plus faible intensité qu'en 2018, à l'exception du Grand-Est. Les achats de substitution sont donc en nette diminution, ce qui malgré une légère hausse des tarifs des approvisionnements (engrais par exemple) conduit à une baisse du poste.

Des structures d'exploitations en forte croissance

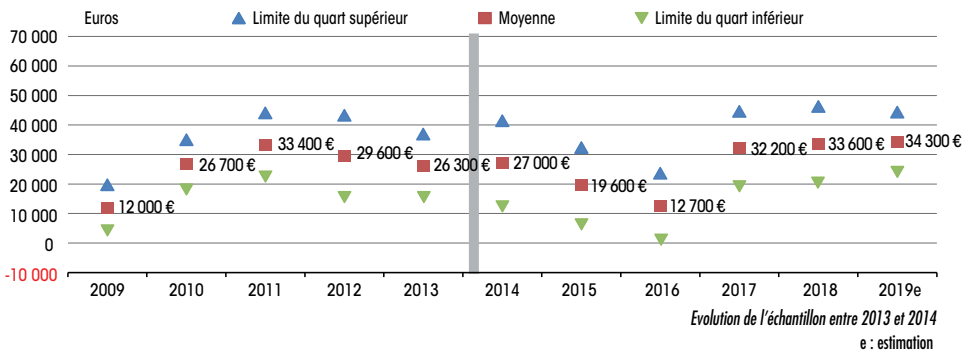
De 2014 à 2018, les dimensions structurelles de ces systèmes ont fortement évolué dans le but semble-t-il d'accroître fortement les livraisons de lait (+150 000 l). La taille du troupeau a augmenté de 19 vaches laitières et l'atelier viande s'est stabilisé (76 UGB). Les surfaces d'exploitation ont été accrues, +14 ha de SAU essentiellement sous forme de surfaces fourragères, mais cela n'a pas été suffisant pour éviter la hausse du chargement (+0,18 UGB/ha SFP). Plus de vaches et plus de surfaces ont accru la charge de travail. De ce fait, la main-d'œuvre totale a augmenté sur les exploitations (+13%), mais essentiellement sous forme de salariat (+50% pour les UMO salariées).

Le plus haut revenu des dix dernières années

Le résultat courant estimé s'améliore de +700 €/UMOex par rapport à 2018. Il atteint le meilleur niveau de la décennie avec 34 300 €/UMOex et la quasi stabilité sur les trois dernières années pour ces exploitations des Réseaux d'élevage INOSYS.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

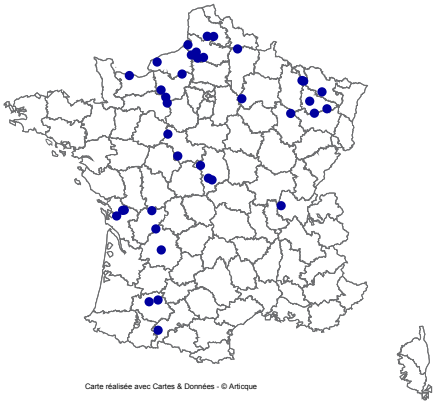
Des revenus de bon niveau pour ces grandes structures de polyculture-élevage



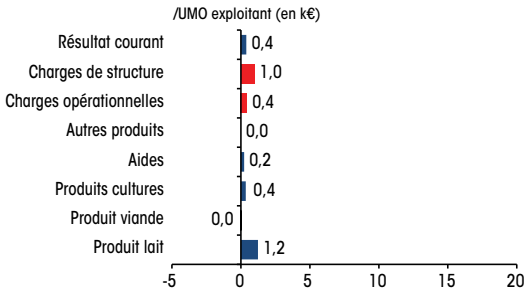
DONNÉES REPÈRES

- 2,64 UMO totales dont 2,03 UMO exploitant
- 200 ha de SAU dont 133 de cultures de vente
- 85 vaches laitières / 708 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 37 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces systèmes présents dans les principales zones de polycultures françaises ont globalement été épargnés par la sécheresse en 2019. Le prix du lait en hausse ainsi que les volumes livrés confortent le produit de l'atelier animal.

Des rendements cultures favorables mais des cours en baisse

En 2019, de nombreux bassins (Centre, Est) ont encore été touchés par la sécheresse, mais dans l'ensemble, les rendements céréaliers se sont améliorés par rapport à 2018. En revanche, la conjoncture économique des céréales a été moins bonne, et l'effet cumulé « rendement & prix » a conduit à une quasi stabilité du produit cultures.

Un prix du lait en hausse qui tire les volumes vers le haut

La remontée du prix du lait (+50 €/1 000 l depuis 2017) et le niveau qu'il a atteint en 2019 (358 €/1 000 l) ont stimulé la production laitière sur ces exploitations à double orientation : lait et grandes cultures. Les bons rendements en maïs fourrage ont facilité la réalisation de volumes supplémentaires (+1,6%), ce qui a permis d'accroître le produit lait de l'exploitation (+1 300 € /UMOex).

Des charges maîtrisées pour un résultat qui se stabilise

Les charges opérationnelles sont en hausse. Les approvisionnements des surfaces ont été plus onéreux en 2019 (engrais et semences). Les charges de structures ont aussi progressé, avec entre autres, des cotisations sociales qui reflètent de meilleurs résultats sur les derniers exercices. L'augmentation de la taille des structures et de la charge de travail observées ont également conduit les éleveurs à investir et/ou déléguer certains travaux. L'ensemble des charges opérationnelles et structurelles augmente de +1 400 €/UMOex.

Cinq années d'intensification du travail

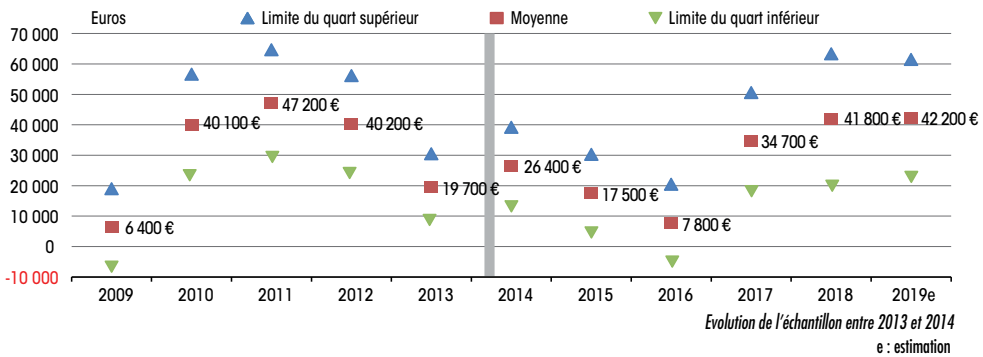
Sur la période 2014-2018, ce groupe d'exploitations a augmenté ses surfaces de sept hectares en moyenne qui ont été intégralement alloués aux cultures de vente. Leur cheptel laitier est resté stable, de même que les livraisons qui avoisinent depuis 5 ans 700 000 l avec une variation annuelle inférieure à 10 000 l. En revanche, la main-d'œuvre intervenant sur l'exploitation a fortement baissé (-0,28 UMOtotale) ce qui, en ne considérant que l'atelier laitier, se traduit par un accroissement de sa productivité (+10% /2014). La composition de la main-d'œuvre change : la part non salariée baisse (-18%) au profit de la salariée à 0,60 UTAS (+60%).

Un revenu qui oscille entre 6 000 et 47 000 €/UMoex

Les conjonctures laitières et grandes cultures peuvent, quand elles sont toutes les deux mauvaises, entraîner les revenus de ces systèmes à des niveaux extrêmement bas (2009 et 2016). À l'inverse, quand elles sont favorables à très favorables, elles confèrent à ces exploitations un résultat de bon niveau comparé aux autres systèmes étudiés. En 2019, il atteint en moyenne 42 200 €/UMO exploitant. Ainsi depuis 3 ans, ces éleveurs-polycultteurs dégagent des résultats stabilisés autour de 40 000 €/UMOex.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

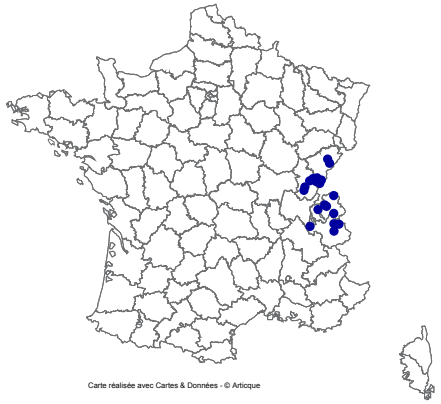
LES REVENUS DES EXPLOITATIONS
LAIT DE MONTAGNES DE L'EST
Volumes et prix boostent le résultat



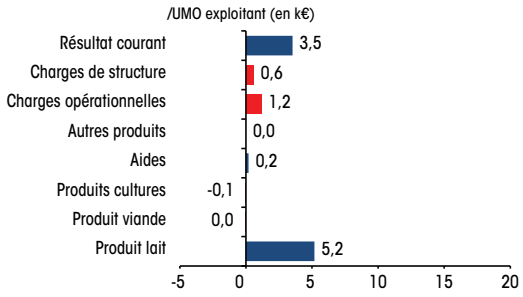
DONNÉES REPÈRES

- 2,21 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 96 ha de SAU dont 92 ha de SFP
- 59 vaches laitières / 382 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2019, les revenus continuent leur progression après une année 2018 marquée par la sécheresse en Franche-Comté.

Une saison fourragère chaotique

En début d'année 2019, la production était en recul du fait du déficit fourrager lié à la sécheresse de 2018 et d'une fin d'hivernage tendue. Les conditions de mise à l'herbe ont été plutôt favorables à la production laitière, mais le froid et le sec d'avril et mai ont mis un coup de frein sur la pâture. La douceur de juin a permis de réaliser les foins dans de bonnes conditions. La première coupe fut globalement abondante et de qualité. Ensuite, et malgré des épisodes de canicule, les éleveurs ont pu récolter du regain grâce à des orages irrégulièrement répartis mais assez nombreux.

La hausse du prix du lait encourage la production

Les exploitations de ce groupe, situées dans les massifs du Jura et des Alpes du Nord, bénéficient d'une très bonne valorisation du lait grâce à des filières fromagères très dynamiques. Son prix continue de progresser de +15 €/1 000 l entre 2018 et 2019, ce qui stimule des augmentations de livraisons notamment sur les fermes engagées en IGP savoyardes ainsi que dans les filières AOP du massif Jurassien.

Revenu en hausse

Quelques achats de substituts aux déficits fourragers ont pu être consentis pour venir à bout de l'hiver 2018/2019, provoquant une légère hausse des charges opérationnelles (+1 200 €/UMOex). Ensuite, un retour à la normale sur le plan fourrager comme de la complémentation et une relative stabilité des prix des principaux intrants ont permis d'accroître les livraisons de lait à moindre coût. La croissance du produit lait de +5 000 €/UMOex a largement couvert la hausse des charges, améliorant ainsi le revenu de l'ordre de +3 400 €/UMOex.

Augmentation de la productivité des exploitations

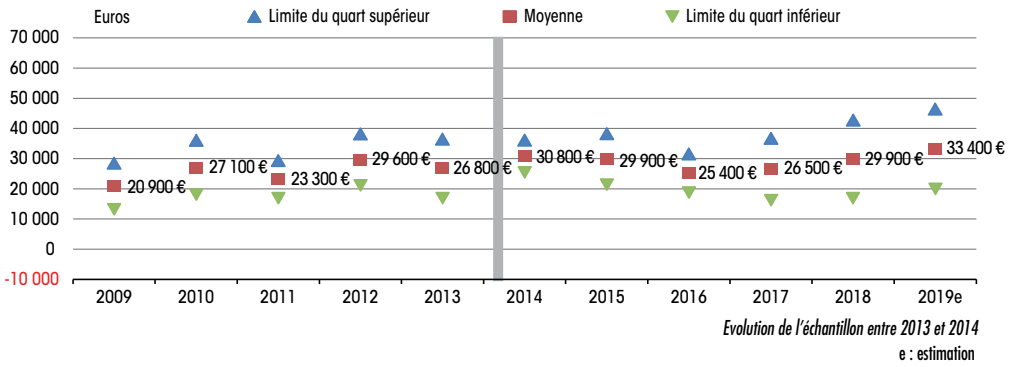
Entre 2014 et 2018, les exploitations des montagnes de l'Est ont accru la plupart de leurs facteurs de production. Ainsi la SAU a augmenté en moyenne de 4 ha, essentiellement en surface fourragère, le troupeau a accueilli 5 vaches de plus et la main-d'œuvre a été étoffée de 0,2 UMO en cinq ans avec un doublement de la part du salariat. Tous ces mouvements se sont accompagnés d'une intensification (+5% par ha de SFP) et d'une augmentation de la production de +13% (+44 000 l de lait).

Des revenus en hausse mais plus fragiles ?

L'augmentation de productivité combinée à une valorisation élevée du lait (619 €/1 000 l en 2018) et en constante progression (+60 €/1 000 l en 5 ans) se traduisent par une hausse régulière du revenu des producteurs. Toutefois, elle a aussi pour effet d'engendrer des investissements coûteux, ce qui accroît la sensibilité aux aléas (climatiques, ravageurs…) dans des systèmes très dépendants de la qualité et de la quantité des fourrages récoltés.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONTS DU SUD

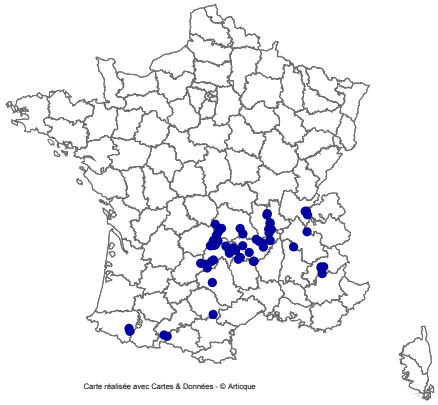
La hausse du prix du lait ne suffit pas à compenser la sécheresse



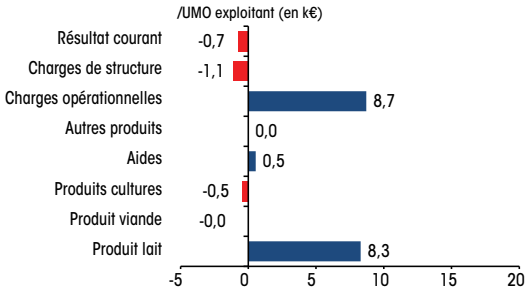
DONNÉES REPÈRES

- 1,95 UMO totales dont 1,79 UMO exploitant
- 90 ha de SAU dont 81 ha de SFP
- 63 vaches laitières / 457 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 55 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Une grande diversité de systèmes et de situations pédoclimatiques

Ce groupe typologique regroupe une grande diversité de systèmes de production du lait. On y retrouve pèle mêle des élevages de piémonts semi-intensifs, où le maïs ensilage domine dans la ration, aussi bien que des exploitations de montagne exclusivement herbagères. Quelques systèmes AOP d'Auvergne aux plus-values qui progressent (jusqu'à 70 €/1 000 l) côtoient des ateliers laitiers avec des valorisations standards. Ainsi les moyennes des résultats publiés, peu illustratives de l'amplitude des écarts, sont à relativiser. D'autant qu'à cette diversité de systèmes s'ajoutent des aléas climatiques d'ampleur inégale selon l'implantation géographique, avec en particulier une sévère sécheresse estivale sur l'Auvergne.

Le prix du lait stimule les volumes livrés

Pour la deuxième année consécutive, le prix du lait croît (+13 €/1 000 l) pour atteindre en moyenne 377 €/1 000 l en 2019 moyenne de l'échantillon. Cette hausse, combinée à une relative stabilité des prix des principales charges (+0,5% sur l'aliment et +0,2% sur l'énergie), a plutôt encouragé la croissance des livraisons (+1,1%), ce qui a dopé le produit lait (+8 300 €/UMOex).

Les aléas climatiques neutralisent les évolutions des revenus

En 2019, les exploitations touchées par la sécheresse ont dû acheter des fourrages et concentrés supplémentaires. Pour notre échantillon, cela représente une envolée des charges opérationnelles (+8 400 €/UMOex). Celles-ci ont englouti l'augmentation du produit lait. Avec en plus la hausse des charges de structure (+1 100 €/UMOex), le revenu courant a perdu 700 €/UMOex entre 2018 et 2019, ne dépassant pas 16 400 €/UMOex soit l'équivalent de 1,15 SMIC/UMOex.

Des augmentations structurelles sur les 5 dernières années

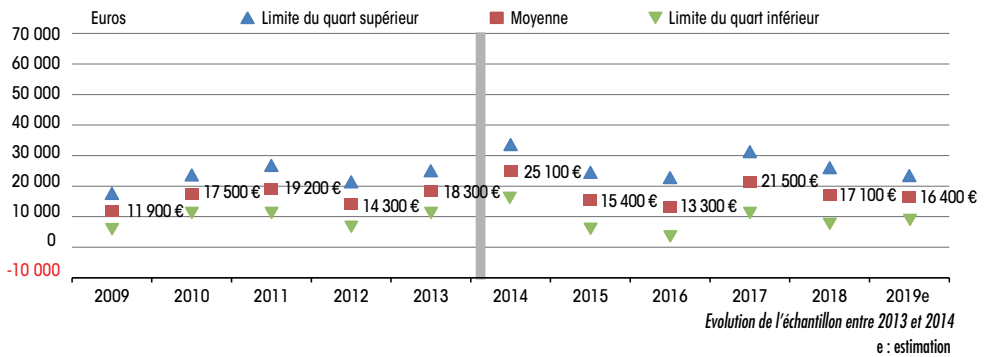
Pourtant, au cours de la période 2014-2018 les exploitations laitières ont accru leur surface (+5 ha de SAU) et leur cheptel (+2 VL) dans le but essentiel de produire un peu plus de lait (+3%). Dans le même temps, le nombre de travailleurs a légèrement régressé (-0,07 UMO) malgré une part croissante de la main-d'œuvre salariée (+0,06 UMO salariée en 5 ans). De ce fait la productivité de la main-d'œuvre a augmenté (+7,7%) pour atteindre 262 000 l/UMO en 2018.

Un revenu moyen 2014-2018 trop faible

Le prix moyen du lait de ces cinq dernières années s'établit à 353 €/1 000 l, moyenne cachant des amplitudes vertigineuses : de 389 €/1000 l en 2014 à 324 €/1000 l en 2016. Deux années de crise sur le prix du lait (338 €/1 000 l en 2015), cumulées à une année 2018 particulièrement tendue sur le plan des approvisionnements (hausse conjoncturelle des charges assortie d'une sévère sécheresse), ont généré des évolutions en dents de scie des revenus et autour d'un niveau moyen toujours trop bas (18 900 €/UMOex).

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LAIT BIO DE PLAINE

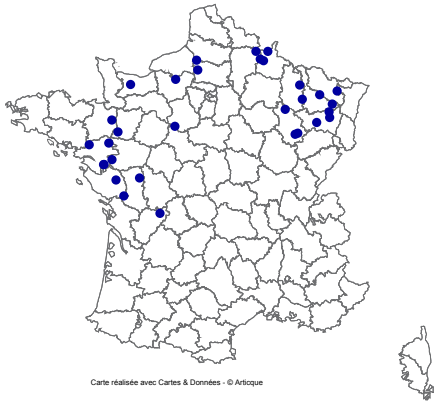
Les achats de fourrages amputent les résultats



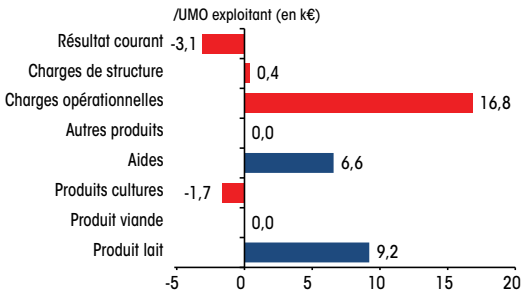
DONNÉES REPÈRES

- 1,82 UMO totales dont 1,17 UMO exploitant
- 139 ha de SAU dont 119 ha de SFP
- 86 vaches laitières / 466 700 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 33 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Dans les exploitations laitières « bio » de plaine, le résultat courant par UMOex est amputé par les achats de fourrage. Les sécheresses consécutives ont des effets particulièrement marqués dans l'Est et les zones séchantes.

Nouveau type d'exploitations

En zone de plaine, le nombre et le type d'exploitations laitières bio sont en forte évolution. Notre échantillon suit cette tendance. En 2018, leur dimension moyenne a fortement évolué (+43 ha, +112 000 l de lait) avec plus de salariat dans les élevages. Sur le plan technique, les évolutions sont sensibles (+200 l/VL et 180 l/ha). L'augmentation de la part de culture annuelle dans la surface fourragère, même si elle reste modeste (9%), est en nette hausse.Il convient de prendre la mesure de ces changements pour interpréter l'évolution des résultats économiques sur les 6 dernières années.

Des salariés et une forte productivité en valeur

Les volumes de lait livrés par unité de main-d'œuvre de l'échantillon bio sont comparables aux exploitations spécialisées conventionnelles. Avec un prix du lait nettement plus haut, le produit lait des exploitations bio est donc plus élevé (184 000 €/ UMO en bio et 140 000 €/UMOF en conventionnel). La structure des charges est différente. En bio, les charges d'approvisionnement sont plus faibles. En revanche, celles liées à la mécanisation sont un peu plus élevées (travail du sol et récolte). Le recours plus important au salariat augmente aussi les charges de structure.

Des achats de fourrages en 2019

Les éleveurs ont subi deux sécheresses consécutives (2018 et 2019) dans l'Est et en sud Loire. Dans ces zones, des achats très importants de fourrage ont été réalisés pour compenser le manque de stock. Dans l'Ouest, les déficits fourragers sont moins marqués. L'évolution des volumes de lait livrés (2019 /2018) est à mettre en relation avec le climat des deux dernières années. Dans l'Est, la production est limitée par le manque de fourrages alors qu'une légère hausse des volumes est constatée dans l'Ouest. Le prix du lait est globalement assez stable. Certains groupes laitiers l'ont légèrement augmenté, alors que d'autres l'ont maintenu au même niveau (part de lait déclassé). Globalement, le résultat courant a baissé en moyenne de -3 100 € par unité de main-d'œuvre familiale en 2019.

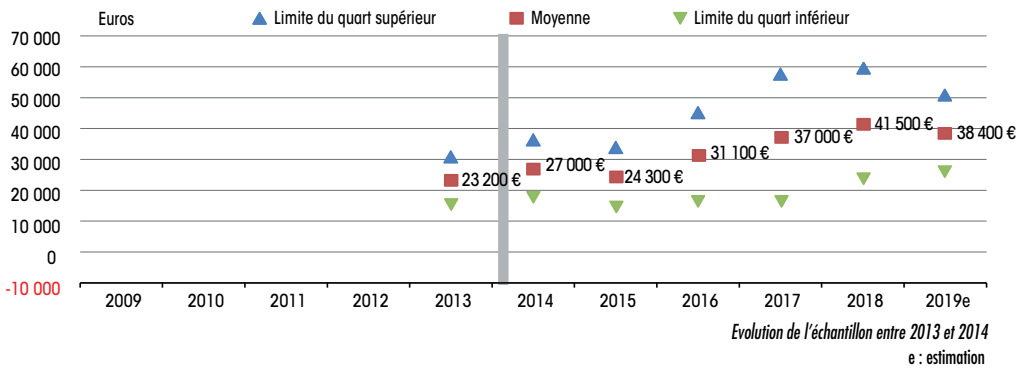
Des écarts de revenu importants

Le résultat courant est supérieur à 55 000€/ UMOex pour un quart des exploitations qui ont pourtant des dimensions comparables à la moyenne, mais elles sont plus efficientes (moins de charges de mécanisation et moins d'approvisionnements).

Le résultat est inférieur à 17 000 €/ UMOex pour un autre quart des exploitations qui sont moins productives (116 000 € de produit/UMO) mais qui supportent des charges proportionnellement plus élevées (mécanisation, approvisionnement).

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

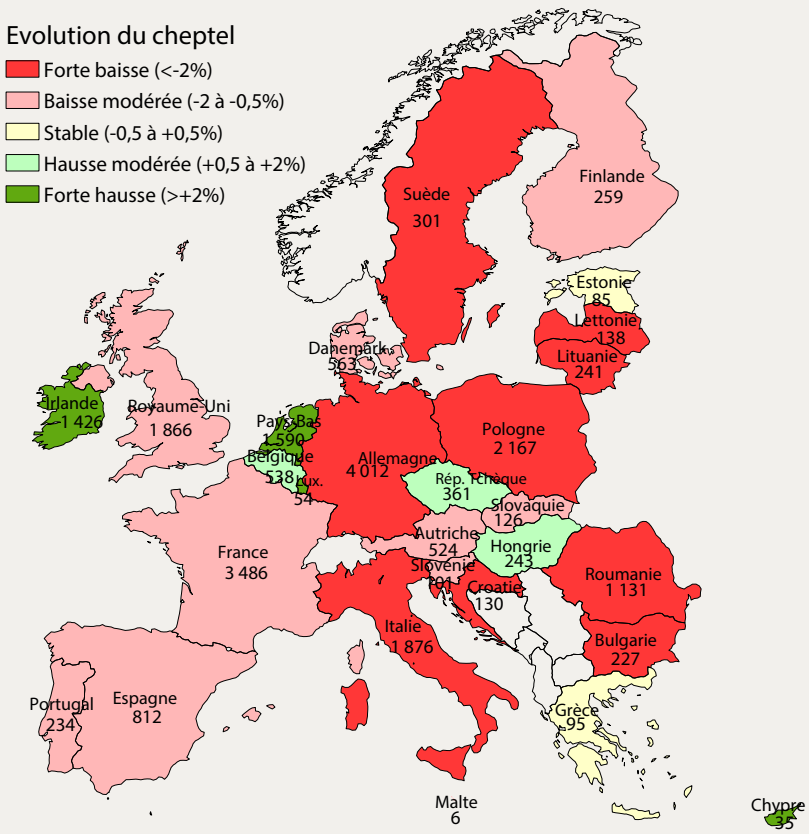
La croissance modérée de la production rétablit l'équilibre des marchés



La production laitière européenne a été relancée en 2019 grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'en 2018 et un prix du lait relativement stable sur l'ensemble de l'année. Les évolutions ont toutefois été contrastées selon les pays. En Allemagne et en France, la collecte a été ralentie en au 1er semestre et a retrouvé de la vigueur au 2nd semestre. A l'inverse, en Irlande et en Pologne, elle a marqué le pas en fin d'année, après avoir été très dynamique.
La croissance modérée de la production européenne a permis de poursuivre l'assainissement du marché des protéines laitières et contribué à détendre du marché du beurre.
Ainsi, la Commission a pu remettre sur le marché lors du 1er trimestre 2019 les 176 000 t de poudre d'intervention encore stockées en début d'année.
Les disponibilités supplémentaires (fabrications et déstockage) ont été surtout été exportées. La consommation européenne de lait et de produits laitiers n'a que marginalement progressé, au même rythme que la démographie.

CHEPTEL EUROPÉEN 2019

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2019 (1 000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2018 (%)



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie : Cartes & Données ©Articque

Nouvelle baisse du cheptel laitier

Le cheptel laitier de l'UE-28 s'est de nouveau érodé en 2019, mais moins vite qu'en 2018. Avec un peu plus de 22,6 millions vaches laitières en décembre, il a perdu 280 000 têtes (-1,2% /2018) après 405 000 têtes en 2018 (-1,7% /2017). Cela a été en partie dû à la sécheresse ayant touché l'Europe centrale, mais cette décapitalisation s'explique aussi par la forte restructuration que connait le secteur laitier dans la plupart des États membres.

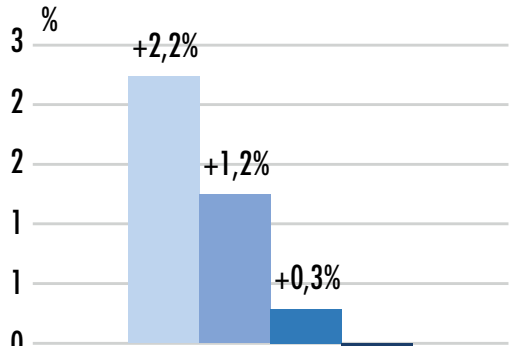
Le cheptel allemand a reculé de 89 000 têtes (-2,2%) pour chuter à 4,01 millions tandis qu'en France, il a subi une baisse plus marquée que l'année précédente (-1,6%). En Pologne, il s'est également rétracté de façon prononcée (-2,1%) après deux années de hausse. L'Irlande (+4,1%) et les Pays-Bas (+2,4%) ont, à l'inverse, étoffé leur cheptel national. Dans le cas néerlandais, la hausse de 38 000 têtes doit être mise en regard avec les 242 000 perdues sur les deux exercices précédents, le cheptel reste encore inférieur de 11% à son haut niveau de 2016.



4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE

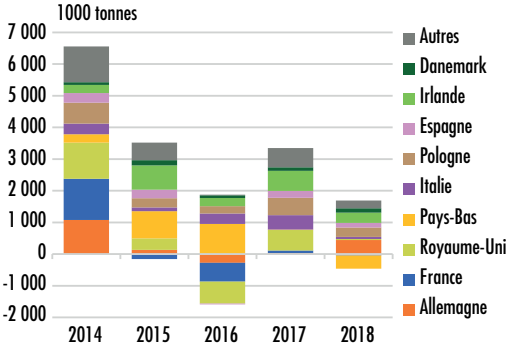
COLLECTE 2019

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2019/2018



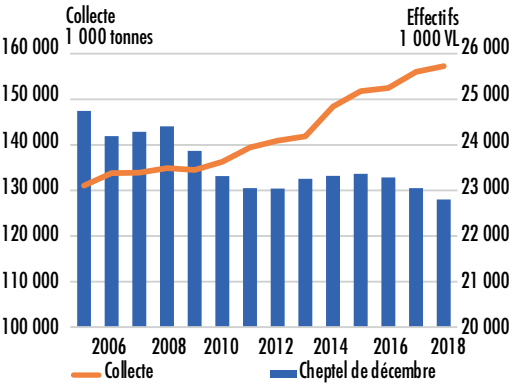
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTEL DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Après avoir décroché début 2019, dans le sillage du dernier trimestre 2018, la collecte de l'UE-28 a ensuite renoué avec la croissance. La hausse des prix au printemps et à l'été a probablement contribué à booster la production malgré des conditions climatiques exceptionnellement chaudes et sèches sur l'Europe continentale. La hausse est restée modérée au 2nd semestre, elle a tout de même permis d'établir des niveaux record de collecte sur chacun des trimestres. Les évolutions intra-annuelles ont été très hétérogènes selon les pays.

Progression modérée de la collecte qui atteint un nouveau record

À 158,4 millions de tonnes, la collecte européenne a faiblement progressé en 2019 (+0,7% /2018). Après un démarrage timide début 2019 (-0,6% /2018 en cumul fin février) qui faisait suite au décrochage constaté au 4ème trimestre 2018 (-0,6% /2017), la collecte s'est rétablie, enregistrant des hausses systématiques, bien que modérées, sur les 10 autres mois de l'année. La hausse s'est principalement concentrée sur le 2nd semestre avec un gain de 737 000 t /2018, après +293 000 t au 1er semestre. Les principaux pays producteurs de l'UE-28 ont toutefois connu des trajectoires diverses au cours de l'année. L'**Allemagne**, la **France** mais aussi les **Pays-Bas** (45% de la collecte de l'UE-28 à eux trois) ont connu un redressement plutôt tardif, enregistrant un recul sur le 1er semestre que le 2nd n'est pas parvenu à rattraper dans les cas français et néerlandais. L'**Espagne**, l'**Italie** ou encore l'**Autriche** ont connu des trajectoires similaires.

À l'inverse, plusieurs pays du Nord ont connu une trajectoire inverse avec une moindre croissance sur la fin d'année, à l'image de l'**Irlande** (+10% au 1er semestre mais stable au 2nd), du **Royaume-Uni** (+3%, puis stable) et dans une moindre mesure de la **Pologne** (+2,3% puis +1,5%). Au **Danemark**, l'érosion de la collecte depuis mai a finalement eu raison de la dynamique du 1er quadrimestre (+2% /2018), si bien que la collecte annuelle a très légèrement reculé par rapport à 2018 (-0,1%).

Un prix à la production relativement stable sur l'ensemble de l'année

Le prix du lait payé aux éleveurs européens a légèrement augmenté sur l'année 2019 selon les données de la Commission européenne[1]. Il se serait établi à **344 €/t en moyenne** annuelle (+1% /2018, soit +3€). Mais, à l'image d'une collecte qui a suivi des évolutions différenciées, les éleveurs européens ont été confrontés à des évolutions de prix différentes selon les pays. Ainsi, alors que les éleveurs italiens (393 €/t), français (360 €/t) et espagnols (318 €/t) ont bénéficié de hausses (respectivement de +34 € ; +13 € et +6 € d'une année sur l'autre) la conjoncture s'est révélée moins favorable pour les éleveurs danois (-18 €, à 341 €/t) et irlandais (-10 €, à 330 €/t). Dans ces deux pays, l'effritement des prix du lait au 2nd semestre peuvent expliquer le tassement de leur collecte en fin d'année.

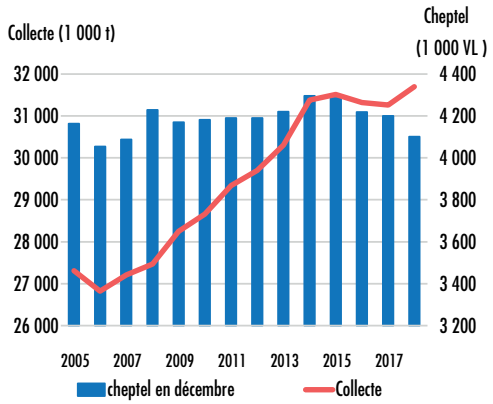
[1] *Milk Market Observatory*



4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

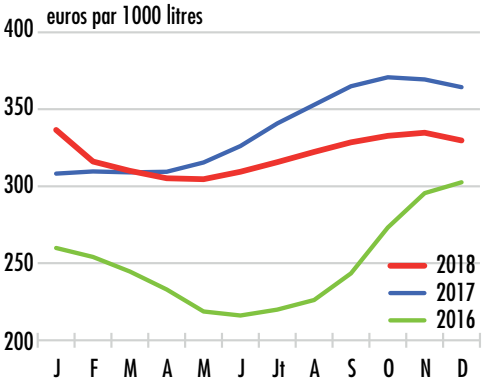


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



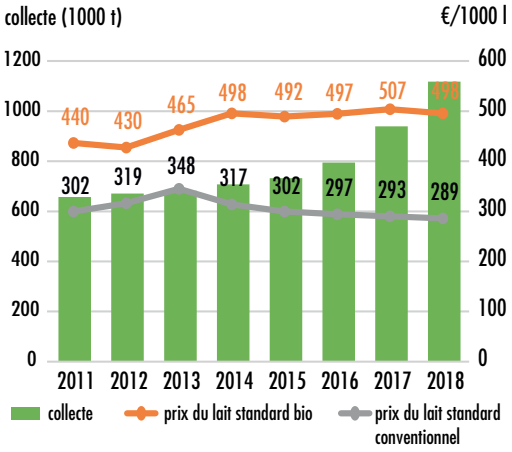
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Statistisches Bundesamt*

Freinée par un prix du lait en baisse et un nouveau repli prononcé du cheptel laitier, la collecte allemande est demeurée stable en 2019.

Stabilité de la production nationale

En **Allemagne**, après avoir cédé -0,5% au 1er semestre, la production nationale a rebondi à partir du mois août pour afficher une hausse de 0,7% au 2nd semestre, avec un dernier trimestre très dynamique (+1,1% /2018). Sur l'année, les livraisons des élevages allemands dépassent tout juste leur niveau de 2018 (+31 000 t soit +0,1%), à 31,75 millions de tonnes mais atteignent un nouveau record historique, mais une hausse très modeste depuis 2014 (+1%). En incluant les échanges de lait vrac avec les pays voisins, les livraisons aux laiteries allemandes ont marqué le pas à 32,4 millions de tonnes (-0,1% /2018)

Nouveau repli du cheptel

La contraction du cheptel laitier s'est poursuivie au même rythme qu'en 2018. Au 1er décembre 2019, il avait reculé de 89 000 vaches en un an à 4,01 millions de vaches (-2,2% /2018). En deux ans, il a perdu 188 000 têtes (-4,5% /2017). Ce repli touche tous les Länder, notamment les deux principaux en production laitière, la Bavière (-5% /2017) et la Basse Saxe (-4%/2018).

Le tassement de la production s'est accompagné d'une baisse du nombre des exploitations laitières (-4,6% /2018) qui passe sous la barre des 60 000 élevages. Seul le nombre d'ateliers de plus de 200 vaches progresse : ils détiennent désormais presque 30% du cheptel laitier national.

La collecte de lait bio a progressé moins vite qu'en 2018 (+6% à 1,18 million de tonnes) pour atteindre 3,7% de la collecte laitière nationale. Si la consommation de produits laitiers biologiques reste dynamique outre-Rhin, le marché montre tout de même quelques signes d'encombrement avec une nouvelle baisse du prix du lait biologique en 2019 (-8 € /2018 pour le prix de base 38/32). L'écart avec le prix du lait conventionnel reste cependant supérieur à 130 €/1 000 litres.

Un prix du lait peu incitatif

En 2019, les prix du lait à la production ont reculé pour la deuxième année consécutive. Après avoir affiché des niveaux supérieurs à ceux de 2018 au premier trimestre, ils ont ensuite fléchi pendant les 9 mois suivants. En moyenne annuelle, le prix standard du lait conventionnel (ramené à 32 g de MP et 38 g de MG) affiche 314 €/1 000 l (-2% /2018 et -7% /2017). Le prix moyen national payé aux livreurs n'a baissé que de 1% /2018 à 344 €/1 000 l grâce à une amélioration de la composition du lait conventionnel.

Plus de fromages, moins de poudres de lait

Les fabrications laitières ont encore sensiblement évolué. Celles de lait de consommation ont poursuivi leur recul (-2,7% /2018) qui se chiffre à -9% depuis 2015. De même les fabrications de poudre maigre, de poudres grasses et de lactosérum ont diminué, respectivement de -5%, -6,5% et -2%. Les transformateurs ont privilégié les fabrications de fromages, toujours dynamiques (+2,1%/2018), notamment à pâtes pressées non cuites (+4,3%) et pâtes fraîches (+3,4%). Les fabrications de beurre ont aussi été relancées (+2,7% à 497 000 t).

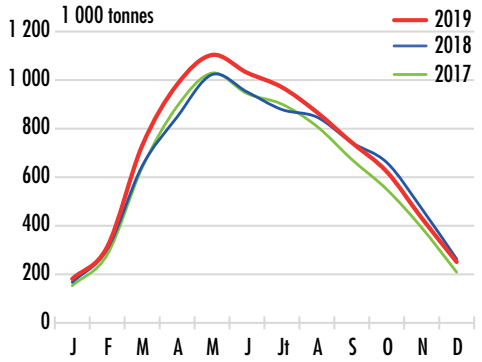
Un solde commercial en hausse

En 2019, le solde commercial allemand de produits laitiers s'est accru de 9% /2018 pour afficher son plus haut niveau depuis 2013, à 2,6 milliards d'euros. Cette évolution résulte d'exportations en hausse en valeur (+6% à 10,3 milliards d'euros destinés aux trois quarts aux partenaires européens) qui surcompensent la progression des importations (+5% à 7,6 milliards). Les fromages ont le plus contribué à la progression des exportations avec des hausses de 3% /2018 en volume et de 5% en valeur. Malgré des expéditions de poudre maigre en recul en volume (-1%), le rebond des prix mondiaux a permis une hausse des envois en valeur de 17%. A l'inverse, les exportations de beurre ont progressé en volume (+10%), mais reculé en valeur (-4%).

4 LA PRODUCTION IRLANDE

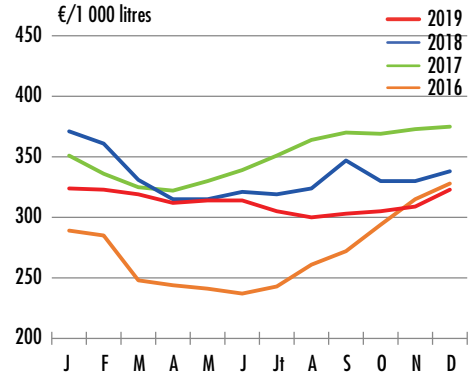


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



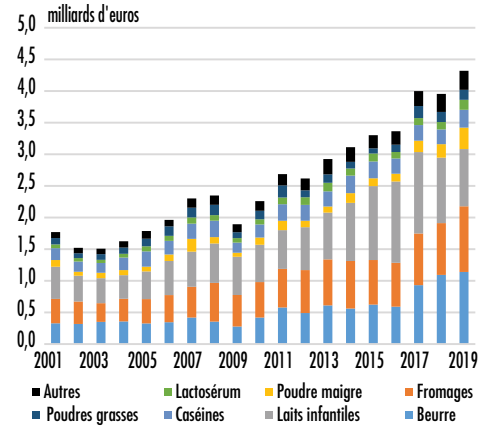
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN IRLANDE (€/1000 LITRES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS IRLANDAISES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'en 2018, la production irlandaise a connu une année 2019 plus dynamique et les éleveurs ont pu réduire leurs coûts de production. Les exportations ont poursuivi leur progression en enregistrant un nouveau record.

Un nouveau record de production

Après 3 premiers trimestres dynamiques dans la continuité de la fin de l'année 2018 (+8% /2018), grâce à des conditions climatiques très favorables, la collecte est en fin de l'année repassée sous le niveau record atteint au dernier trimestre 2018. Elle a progressé de 5,5% /2018 sur l'année (après +4,4% en 2018) et enregistre un nouveau record historique à 8,2 millions de tonnes. En 10 ans, la croissance se chiffre à +66%.

La croissance de la production continue de reposer principalement sur une hausse du cheptel qui termine l'année à 1,43 million de vaches (+4,1% /2018), et secondairement sur celle des rendements (+2,2% à 5 900 kg/VL). Le lait collecté s'est enrichi aussi bien en protéines (+2% /2018 à 3,56%) qu'en matière grasse (+1% à 4,26%).

Recul modéré du prix du lait mais nouvelle hausse des revenus

Le prix du lait standard est demeuré tout au long de l'année 2019 sous les niveaux atteints en 2018. À 311 €/1 000l en moyenne sur 2019, il a donc reculé pour la deuxième année consécutive (-6% /2018), mais demeure bien au-dessus des niveaux de 2016 (+20%) et de 2015 (+9%). Malgré un contenu en matière sèche plus important qu'en 2018, le prix payé à la production a lui aussi enregistré un repli (-3% /2018), à 330 €/1 000 l.

Cependant, les éleveurs ont bénéficié de conditions météorologiques bien plus clémentes pour la pousse de l'herbe qu'en 2018, alors marquée alors par un hiver très froid et humide et un été exceptionnellement sec. Les achats de concentrés pour les animaux et d'intrants pour les prairies ont donc été fortement réduits en 2019, respectivement de -20% et -10%, ce qui a abaissé les coûts de production. Ainsi, les revenus, qui avaient chuté de -31% en 2018, auraient rebondi de +14%, sans rattraper le record de 2017.

Des exportations dynamiques

En lien avec la hausse de la collecte, les exportations ont enregistré un nouveau record en 2019, à 4,3 milliards d'euros (+9% /2018 et x2 /2009). C'est la première année que les ventes irlandaises de produits laitiers dépassent le seuil des 4 milliards d'euros. Elles représentent désormais un tiers des exportations agricoles et agroalimentaires du pays. La part des pays tiers s'élève à 41% en 2019, en recul par rapport au pic de 2016, où elle avait atteint 50%. Les envois vers le Royaume-Uni, premier client de l'Irlande sont restés stables, malgré les incertitudes liées au Brexit.

Depuis 2017 et la forte hausse du prix de la matière grasse, le beurre est devenu le premier poste d'exportation irlandais en valeur, avec près du quart des envois. Les exportations de beurre ont progressé de 4% en valeur, malgré la baisse des prix, grâce au bond des expéditions en volume (+23% /2018) à 270 000 t, soit un nouveau record.

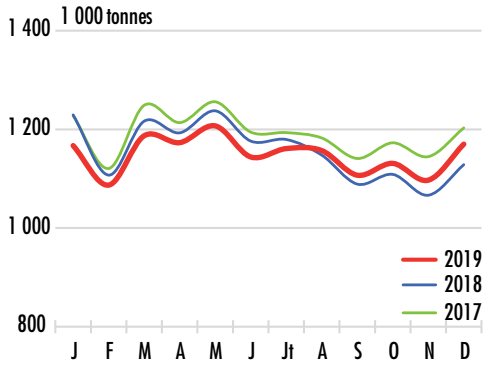
Les fromages demeurent le premier poste en volume et le deuxième en valeur, avec 24% des exportations. Aux trois quarts composés de cheddar, les expéditions ont progressé de 30% /2018 en volume et de 27% en valeur.

Pour la première fois depuis 2010, les exportations de poudre de lait infantile ont reculé en valeur (-13%), perdant leur place de 2nd poste d'exportation au profit des fromages. En volume, les ventes se sont repliées pour la seconde année consécutive pour afficher leur plus bas niveau depuis 2014.

À 975 millions d'euros (+2%/2018), les importations ont également atteint un nouveau record. À près de 60%, elles proviennent du Royaume-Uni, essentiellement sous forme de poudre maigre et de fromages.

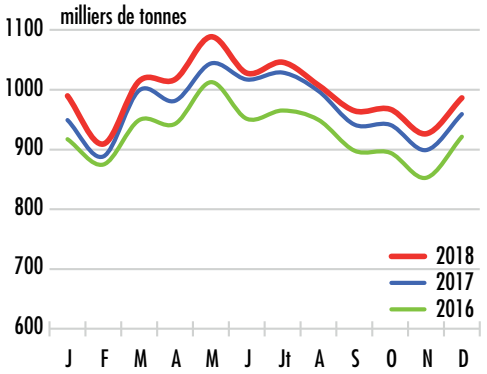
4 PAYS-BAS & POLOGNE

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



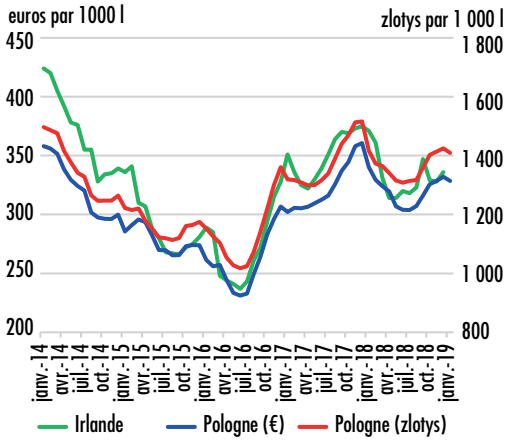
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PAYS-BAS ET EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après d'après LEI Wageningen

Les 4ème et 5ème producteurs laitiers de l'UE-28 (presque 17% de la collecte européenne à eux deux) ont présenté deux trajectoires globalement divergentes sur l'année 2019.

Une année contrastée aux Pays-Bas

La filière néerlandaise est toujours en prise avec les Autorités européennes par rapport aux contraintes environnementales depuis la mise en place du régime de quota de phosphates au 1er janvier 2018. Avec un cheptel de vaches laitières qui avait été réduit drastiquement fin 2018 (-113 000 têtes soit -6,7% /2017) la collecte s'est logiquement contractée sur les premiers mois de l'année. Au 1er semestre, elle a décroché de 200 000 t (-2,7% /2018), après un recul de près de 3% en 2018 par rapport à 2017. Au 2nd semestre, la collecte néerlandaise a retrouvé des couleurs, dépassant ses bas niveaux de fin 2018 (+103 000 t ; soit +1,5%) sans toutefois atteindre ses niveaux de 2017. Sur l'ensemble de l'année, la collecte a reculé de 93 000 t (-0,7%), le plus fort recul de l'UE-28 en volume, pour s'établir à un peu moins de 13,8 millions de tonnes. Ce niveau intermédiaire entre ceux de 2015 et 2016 témoignerait d'une très forte hausse de la productivité par animale. Le rendement apparent par animal aurait dépassé 8 500 l/VL contre 7 900 l en 2016.

Malgré des prix en léger recul sur l'ensemble de l'année (-4 € /2018, à 357 €/t), les éleveurs néerlandais ne semblent pas résignés. Avec un cheptel de vaches laitières étoffé en fin d'année (+38 000 têtes) et des prix garantis par FrieslandCampina début 2020 sur des standards élevés équivalents à ceux de l'an passé (365 €/t sur février à 3,47% de protéine, 4,41% de matière grasse et 4,51% de lactose), la collecte devrait connaitre une légère hausse en 2020. Mais l'épée de Damoclès environnementale reste suspendue au-dessus de leurs têtes. La filière devra composer avec une production relativement stable à l'avenir et privilégier une croissance par la valeur.

En Pologne, la croissance se ralentit

Avec une collecte légèrement inférieure à 12,8 millions de tonnes, en croissance de +1,9% /2018, la filière laitière polonaise poursuit son développement et conforte sa position de 5ème collecte européenne, bien que son évolution d'une année sur l'autre soit la plus faible en volume depuis la fin des quotas laitiers. Après des croissances d'une année sur l'autre plutôt proches de +4% de janvier à avril, la collecte a eu un coup de mou en mai et juin, probablement en raison d'un printemps exceptionnellement sec, retombant à ses niveaux de 2018. Elle a cependant renoué avec une croissance de +1,5 % au 2nd semestre.

Les prix payés aux producteurs se sont contractés de 3 € /2018 d'une année sur l'autre, pour s'établir à un peu moins de 317 € /t en moyenne sur l'année, soit le prix le plus faible parmi les principaux producteurs laitiers de l'UE-28.

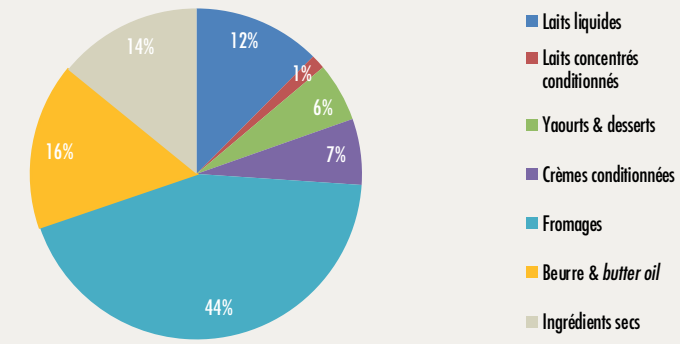
Fin 2019, le cheptel de vaches laitières polonais s'est érodé (-2,1%) après deux années consécutives de hausse. Il demeure toutefois supérieur à son niveau de fin 2017. En 2020, la croissance des rendements et des ateliers laitiers devraient permettre la poursuite de la hausse de la collecte grâce à des coûts de production parmi les plus faibles de l'UE.



FABRICATIONS EUROPÉENNES 2019

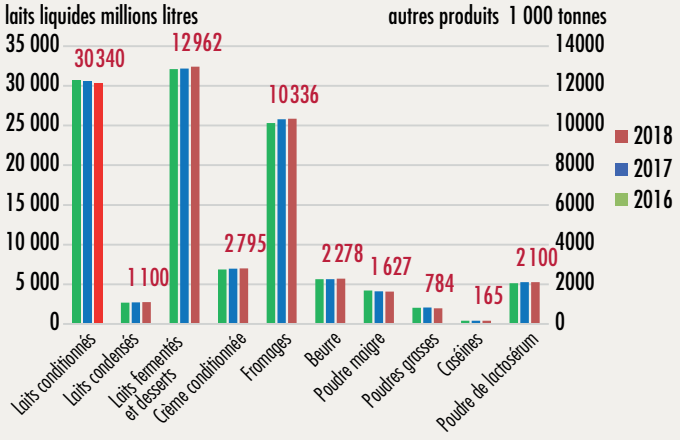
Les fabrications européennes ont progressé dans toutes les grandes familles de produits laitiers, à l'exception des laits conditionnés qui ont chuté de 1 million de tonnes.

UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2019 (% DE MSU)



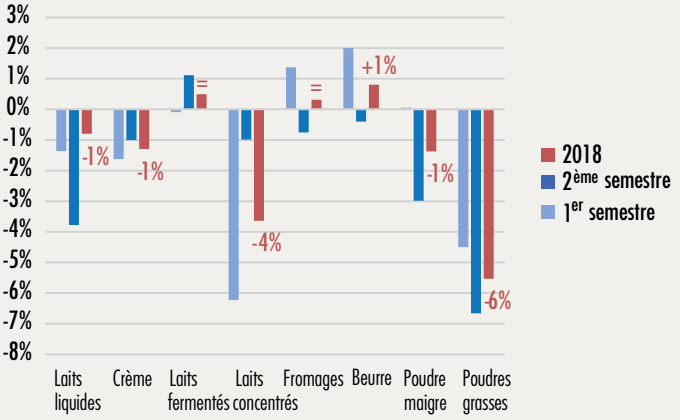
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et EDA-ZMB

FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS (% /2018)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

+0,9%

C'est la hausse de la matière solide utile transformée en 2019 dans l'UE-28.

L'utilisation de la collecte laitière européenne a assez peu évolué en 2019. D'un côté, la part relative de la matière solide utile (MSU) du lait transformée en fromages a reculé de -0,2 point d'une année sur l'autre à 43,7%, de même que celle des produits de grande consommation (laits conditionnés, crèmes, ultra-frais et beurre plaquette) à 34,6% sous l'effet d'une demande européenne qui a marqué le pas, principalement en raison de la chute de la consommation de laits conditionnés (-3,4% /2018).

De l'autre, la part du lait transformé en ingrédients industriels (beurre cube, poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum, caséines) a progressé d'un demi-point à 21,7%.

Évolution contrastée des fabrications d'un semestre à l'autre

Les fabrications européennes ont peu évolué tout au long de l'année 2019. Au 1er semestre, malgré une collecte peu dynamique, les fabrications de beurre cube et de poudre maigre ont été relancées, respectivement +2,5% et +1,9% /2018. Les laiteries ont réduit les fabrications de laits conditionnés (-3,6%) sous l'effet d'une nette dé-consommation des ménages. Les fabrications européennes de fromages ont marqué le pas (-0,4%), tandis que celles de poudres grasses ont fléchi (-3,4%), faute de compétitivité face aux poudres néo-zélandaises.

Au 2nd semestre 2019, la collecte plus dynamique a permis aux transformateurs de relancer les productions de fromages et de poudres grasses, redevenues compétitives sur le marché mondial, et de maintenir la croissance des fabrications de beurre. En revanche, les fabrications de laits conditionnés sont demeurées déprimées (-3,2%).

En somme, le supplément annuel de collecte, estimé à +1,0 million de tonnes de lait (+0,65% /2018), a surtout été produit au 2nd semestre (70%). Le supplément de matière solide utile a été accru (+ 0,9%) grâce à un lait plus riche en moyenne (+0,01% à respectivement 4,04% de MG et 3,46% de MP). La forte baisse des fabrications de laits conditionnés a libéré presqu'autant de lait que le surcroît de collecte. Le supplément de ressource a été surtout transformé en beurre et secondairement en fromages, crème conditionnée et poudre de lait. Les fabrications de caséines et de poudre de lactosérum ont peu évolué.

Érosion des fabrications de produits de grande consommation

Dans le détail, les fabrications annuelles de laits fermentés ont été stables. Celles de fromages et de poudres de lait (maigre et grasses) ont peu progressé, tandis que celles de beurre ont bondi de +2,5% /2018.

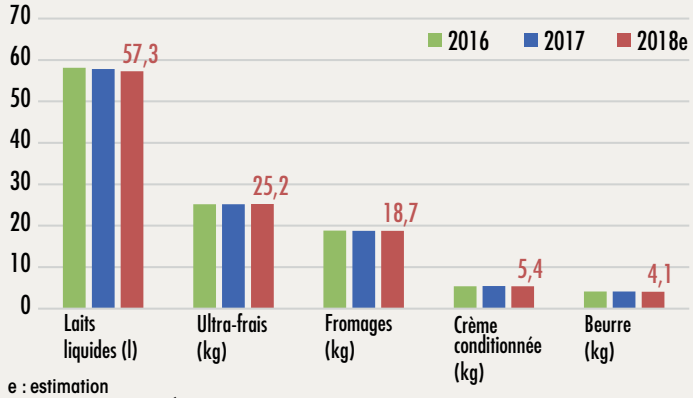
L'Irlande, la Pologne et le Royaume-Uni, les trois pays les plus dynamiques sur le plan de la collecte, ont fourni l'essentiel des fabrications supplémentaires de beurre, qui par ailleurs n'ont baissé significativement qu'aux Pays-Bas. Les fabrications fromagères ont été très dynamiques en Allemagne, aux Pays-Bas, faiblement croissantes au Royaume-Uni et en Pologne. En revanche elles ont nettement reculé en Espagne et en Italie.

Les dix principaux pays laitiers européens, qui fournissent 86% de la collecte européenne, ont fabriqué relativement plus de fromages, de beurre et de poudres de lait, respectivement 88%, 90% et 92% des fabrications européennes, que les autres pays, et à l'inverse relativement moins de produits de grande consommation (80% des volumes de crème et de laits fermentés).

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

CONSOMMATION EUROPÉENNE 2019

CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE À 28



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-28

millions de tonnes d'équivalent lait	2016	2017	2018	2019e	*2019/2018*
Production	163	165	167	168	*+0,5%*
Collecte	153	156	157	158	*+0,7%*
Variation des stocks	+0,8	-0,3	+0,5	-0,7	
Importations	1,2	1,0	1,0	1,0	=
Exportations	17,9	19,0	18,6	20,2	*+8,6%*
Utilisation intérieure	145	147	149	149	*+0,3%*
Consommation (kg/hab.)	285	287	290	290	*+0,1%*

e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

En 2019, la croissance de consommation européenne de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a été à peine détectable. Calculée par bilan, elle a progressé +0,3% d'une année sur l'autre, uniquement grâce à la croissance démographique (+0,3% à 514 millions d'habitants en 2019 dans l'UE-28). La consommation moyenne par Européen a stagné, à 290 kg équivalent lait.

Ce sont surtout les laits conditionnés qui ont subi une véritable déconsommation (-4% à 54,4 l/hab.). La consommation individuelle d'ultra-frais est restée presque stable (25,1 kg/hab.), de même que celle de beurre (4,4 kg). Celle de fromages a progressé très modestement (+0,2% à 19,0 kg/hab.), tandis que la demande de crème conditionnée est demeurée dynamique (+1,7% à 5,4 kg/hab.).

Des évolutions contrastées selon les pays

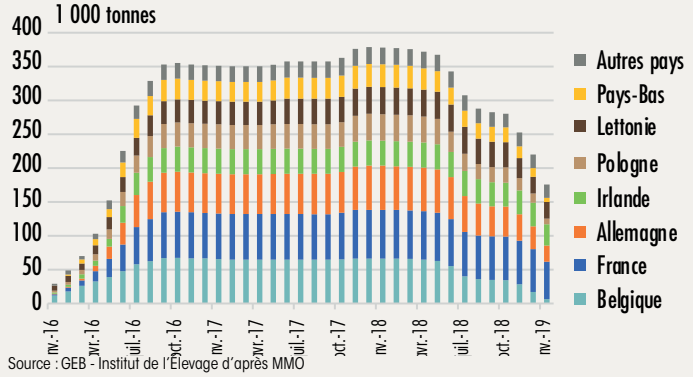
En **Allemagne**, la consommation des ménages a reculé pour tous les produits, à l'exception du beurre. Les achats de laits conditionnés et de yaourts sont les plus touchés (respectivement -5% et -6% /2018 en volume). Les achats de crème fraîche et de fromages ne sont plus épargnés (-1% /2018). Seuls les achats de beurre ont été stabilisés, grâce à une baisse des prix au détail (-22% /2018 à 1,52 € la plaquette de 250 g). Ils avaient chuté de 13% entre 2016 et 2018 suite à la flambée des prix au détail de +70% sur la même période.

Au **Royaume-Uni**, la consommation est mieux orientée malgré des prix au détail légèrement haussiers. Les ménages ont certes acheté moins de laits conditionnés (-0,4% /2019 en volume) mais davantage de fromages (+1,4% /2018) et de yaourts (+3,7%). Toutes les spécialités fromagères ont profité de l'appétit croissant des Britanniques. En revanche, les achats de beurre ont encore reculé de -2% après -2,5% en 2018 face à une forte hausse des prix (+6% /2018 soit +18% en deux ans), et plus rien à l'intervention.

STOCKS 2019

Tous produits confondus, les stocks ont bien dégonflé en 2019, de l'ordre de 700 000 t équivalent lait d'après nos estimations. Les stocks européens de fromages se sont bien étoffés au 1er semestre (+150 000 t à 650 000 t selon ATLA), puis ont baissé d'autant au 2nd semestre avec la reprise des exportations. Sur l'année, ils auraient reculé de -20 000 t à 340 000 t fin 2019.

VOLUMES DE POUDRE MAIGRE EN STOCK À L'INTERVENTION



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO

Historiquement faibles début 2019, les stocks de beurre, estimés à 140 000 t selon ZMB, ont été fortement reconstitués au 1er semestre, lors de la forte hausse saisonnière de la collecte. Ils ont ensuite faiblement reflué pour s'établir fin 2019 à 190 000 t, soit une hausse de 50 000 t en un an.

Encore très étoffés début 2019, les stocks européens de poudre maigre se sont nettement dégonflés. Ils sont passés de 390 000 t, dont 176 000 t à l'intervention et 214 000 t chez les fabricants, à 125 000 t de stocks fabricants, soit un niveau proche du seuil de sécurité (120 000 t selon ATLA), et plus rien à l'intervention.



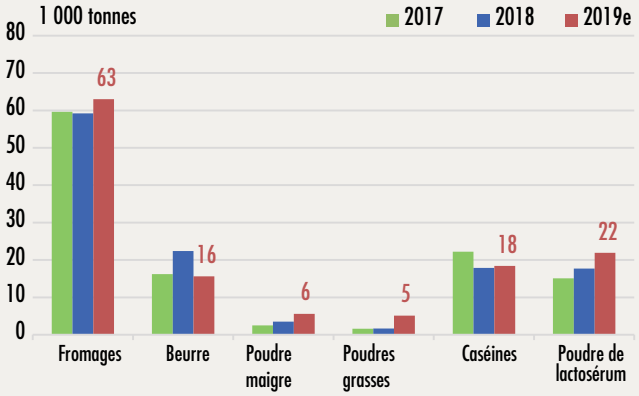
COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2019

L'excédent commercial de l'UE-28 a rebondi en 2019, de +11% à 16,4 milliards €, sous l'effet d'une hausse des exportations en volume (estimées à 20,2 millions de tonnes équivalent lait), le prix moyen des produits exportés n'ayant progressé que de 2%.

17,4 milliards €

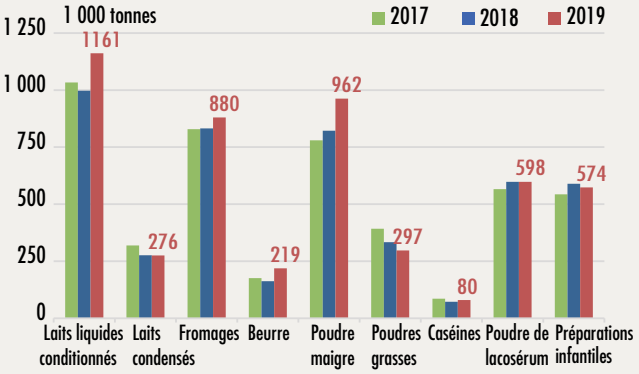
C'est la valeur des produits laitiers européens exportés en 2019.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

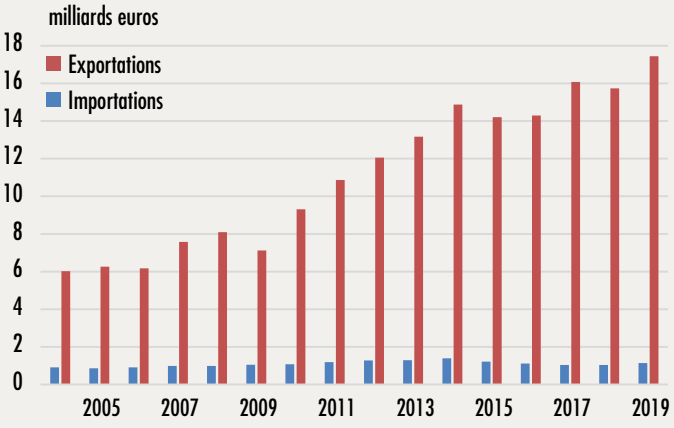
Des importations stationnaires

Les importations extra-communautaires de produits laitiers ont été globalement stables en volume en 2019. Estimées à 1,0 million de tonnes équivalent lait, elles ne couvrent que 0,7% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation mais ceux-ci ne sont plus remplis, en particulier en provenance de Nouvelle-Zélande. Les principaux produits importés sont les fromages, les caséines, beurre et butter oïl, respectivement 50%, 11% et 7% sur 0,9 milliard d'euros.

Les importations de fromages ont légèrement progressé, de +7% à 63 000 t, mais restent bien inférieures aux contingents accordés aux principaux fournisseurs. Les importations supplémentaires sont des fromages de garde de Suisse, le principal fournisseur avec 88% des volumes. Le reste se répartit entre des fromages océaniens (1 550 t), des fromages norvégiens (+15% à 2 460 t), serbes (+25% à 1 500 t) et états-uniens (-38% à 348 t).

Les importations de beurre sont retombées à 6 600 t (-44% /2018), après avoir bondi en 2018 (+33%). À l'époque les principaux fournisseurs avaient tiré parti de la pénurie de beurre sur le marché européen. En 2019, les importations provenaient pour 56% de Nouvelle-Zélande (-38% /2018), pour 1/3 d'Ukraine (-46%), et pour le reste d'une dizaine de pays dont les États-Unis (2%). La Nouvelle-Zélande n'a utilisé que 5% de son contingent à droit de douane réduit (77 000 t).

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Rebond des exportations en valeur comme en volume

Estimées à 17,4 milliards d'euros en 2019, les exportations extracommunautaires ont rebondi de +10% d'une année sur l'autre après avoir marqué le pas en 2018 (-2% /2017). Elles se composent pour 27% des ventes de poudre de lait infantile, suivies des fromages (25%), des poudres de lait (11% poudre maigre et 6% poudres grasses), du beurre (7%), des laits liquides et crèmes conditionnés (7%), de poudre de lactosérum (6%), des caséines (3%) et des laits condensés (3%) et autres composants naturels du lait (3%).

Les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont progressé en équivalent lait (+9% /2018), grâce à la croissance de la collecte et au déstockage massif de poudre maigre. Portées à 20,2 millions de tonnes équivalent lait, elles ont ainsi écoulé presque 13% de la collecte européenne en 2019.

Dans presque toutes les familles de produits

Les exportations de fromages, qui avaient plafonné en 2018, ont progressé de nouveau (+6% /2018 à 880 000 t). Celles de beurre et de beurre anhydre, redevenues plus abondantes et compétitives, ont aussi rebondi, de +35% à 219 000 t.

Après avoir marqué le pas en 2018, les expéditions de laits conditionnés ont progressé de nouveau (+16% à 1,16 million de tonnes). Les exportations supplémentaires sont parties d'Allemagne, le premier expéditeur (+30% à 408 000 t). En revanche, elles ont stagné au départ de France (169 000 t). Ces deux pays assurent 50% des expéditions extracommunautaires de laits conditionnés.

Les exportations d'ingrédients secs sur pays tiers ont aussi progressé (+6%), essentiellement grâce au dynamisme des ventes de poudre maigre (+17%) et de caséines (+10%). En revanche, les expéditions de poudres grasses ont fléchi de 11% et celle de poudre de lactosérum ont été stationnaires.

Les exportations des préparations infantiles ont marqué le pas (-3% à 574 000 t), notamment vers la Chine (-3% à 261 000 t).

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

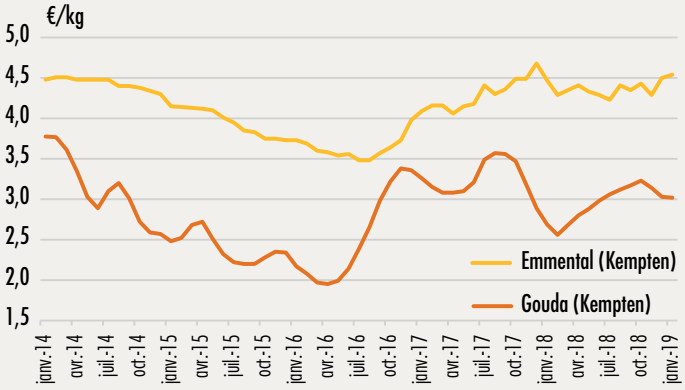
880 000 tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés sur pays tiers en 2019.

MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

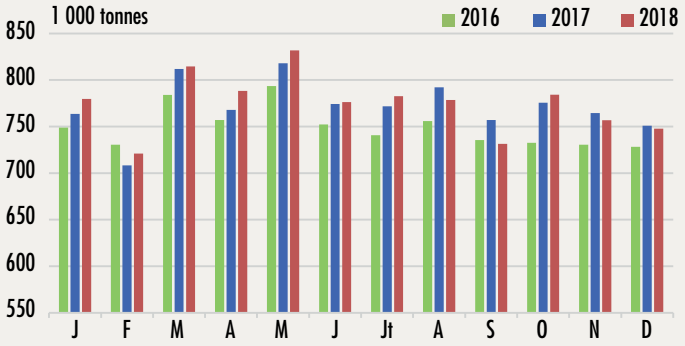
Le marché des fromages s'est bien tenu en 2019. Les fabrications ont peu progressé mais grâce au déstockage, les laiteries ont pu satisfaire la petite hausse de la demande européenne et surtout relancer les ventes sur pays tiers.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



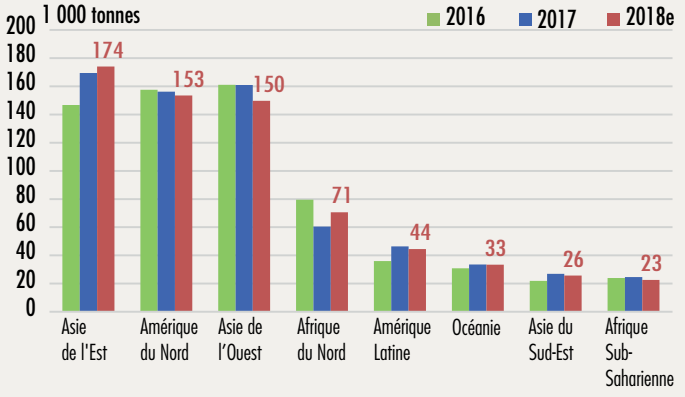
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE FROMAGES PAR DESTINATION



e = estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Cours bien orientés toute l'année

Après un fort redressement en 2018, le cours du gouda à Kempten (Allemagne) a peu varié au fil des mois. Il a gagné +0,12 €/kg en douze mois, à 3,12 €/kg en décembre. À 3,05 €/kg, le prix moyen annuel s'est apprécié de 10 cts ou +3% /2018.

Le cours de l'emmental, peu dépendant de la conjoncture internationale, s'est encore moins apprécié en 2019 : +6 cts en 12 mois à 4,60 €/kg en décembre. À 4,50 €/kg, le prix moyen annuel s'est apprécié de +3% /2018, et a dépassé l'excellent niveau de 2014 (4,44 €).

Faible croissance des fabrications européennes

Les fabrications européennes (tous fromages confondus) ont peu progressé en 2019 (+0,5% soit +52 000 t). Au 1er semestre, elles avaient même reculé de -0,4% par rapport à haut niveau de 2018. À l'époque les laiteries avaient privilégié les fabrications fromagères, plus valorisantes que celles de beurre/poudre maigre, pour absorber le supplément de collecte. Le redressement des cours de la poudre de lait en 2019 a à l'inverse incité les laiteries à arbitrer en faveur des fabrications de beurre/poudre maigre aux dépens des fromages. Au 2nd semestre, les transformateurs ont repris les fabrications de fromages (+1,4%), encouragés par une forte demande mondiale et le rétablissement de la compétitivité des fromages européens.

L'essentiel des fabrications supplémentaires a été réalisé par les principaux pays producteurs : l'Allemagne en tête (+50 000 t), les Pays-Bas (+30 000 t), la France, la Pologne et le Royaume-Uni (+10 000 t chacun) et le Danemark (+7 000 t). Ils ont ainsi plus que gommé les baisses enregistrées en Italie (-58 000 t) et en Espagne (-51 000 t). Ces huit pays ont réalisé 83% de la production fromagère européenne.

Croissance modeste de la consommation européenne

Calculée par bilan, la consommation européenne de fromages (toutes espèces) a faiblement progressé (+0,5% /2018), d'après nos estimations, à 9,8 millions de tonnes. Cette croissance repose pour moitié sur celle de la démographie (+1,3 million à 514 millions d'habitants) et pour moitié sur celle de la consommation moyenne par Européen (+50 g à 19,0 kg).

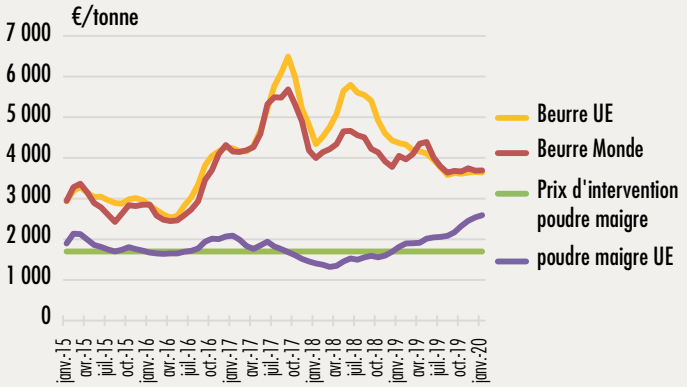
Des exportations relancées

En 2019, les exportations européennes de fromages ont rebondi, de +6% à 880 000 t, après avoir stagné en 2018. Elles sont toujours très dynamiques vers l'Asie de l'Est, dont le Japon (+7% à 114 000 t), la Corée du Sud (+13% à 42 300 t), et la Chine (+22% à 21 600 t). Elles ont repris vers les États-Unis (+4% à 139 000 t), après un léger tassement en 2018. Elles se sont encore étoffées vers le Canada (+15% à 23 300 t) grâce à la hausse du contingent à droit nul dans le cadre du CETA. Elles ont aussi progressé vers le pourtour méditerranéen où la progression des ventes à l'Égypte (+22% à 18 700 t) et au Maroc (+14% à 17 500 t) a plus que compensé les moindres expéditions sur le Liban et la Libye. Enfin les expéditions ont peu varié vers l'Amérique latine, l'Océanie, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique sub-saharienne.

MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

En 2019, la situation des marchés des protéines et des matières grasses laitières a évolué de manière asymétrique. Le marché de la poudre maigre s'est redressé grâce à une demande internationale dynamique qui a permis de résorber l'essentiel des stocks et de relancer les fabrications. La détente du marché du beurre s'est poursuivie grâce des fabrications relancées et une demande européenne stationnaire.

COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

Le marché du beurre a continué de se détendre en 2019. Le cours du beurre dans l'UE-28 est passé de 4 430 €/t en décembre 2018 à 3 660 € /t en décembre 2019, sous l'effet de disponibilités européennes et internationales plus abondantes. Il avait grimpé à 5 800 €/t en juin 2017. À 3 920 €/t de moyenne en 2019, la cotation annuelle a cédé 22% d'une année sur l'autre.

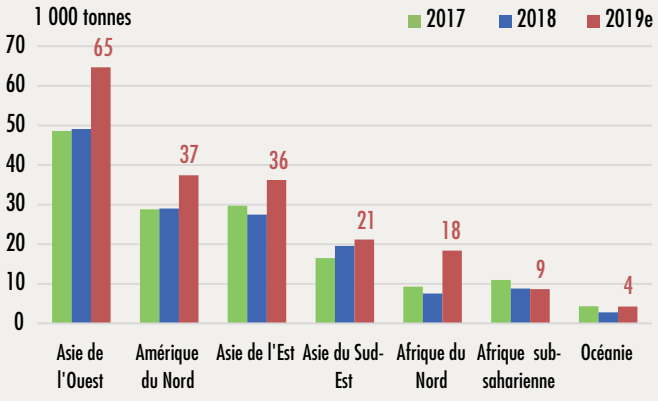
Parallèlement, le marché de la protéine laitière a poursuivi son redressement. Le cours de la poudre maigre dans l'UE est passée de 1 700 €/t en décembre 2018 (soit le prix d'intervention) à 2 540 €/t un an plus tard. À 2 100 €/t en 2019, la cotation moyenne mensuelle a bondi de +40% par rapport au niveau historiquement bas de 2018.

Des fabrications européennes relancées

Au 1er semestre 2019, la demande croissante en crème conditionnée conjuguée à une demande réduite en laits conditionnés avait incité les laiteries à relancer les fabrications conjointes de beurre/poudre maigre. Ainsi les fabrications européennes de beurre et de poudre maigre ont progressé respectivement de +2,5% et +2,0% /2018, aux dépens de celles de fromages (-0,4%).

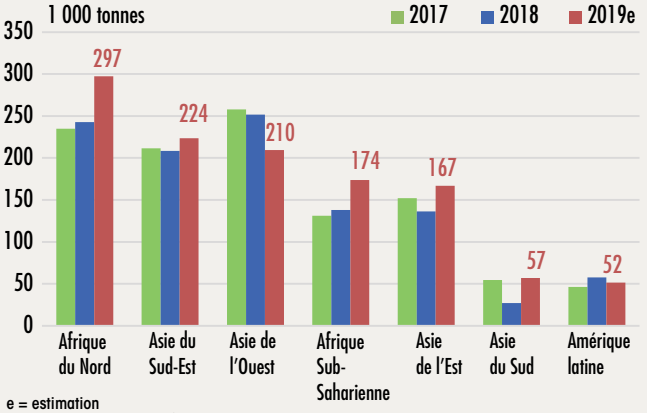
Au 2nd semestre, les fabrications de beurre sont restées dynamiques (+2,5%) tandis que celles de poudre maigre ont marqué le pas, sous l'effet notamment d'une demande moins soutenue en crème conditionnée. En somme, les fabrications annuelles de beurre ont progressé de +2,5% /2018, à 2,50 millions de tonnes, et celles de poudre maigre de +0,9%, à 1,66 million de tonnes en 2019.

EXPORTATIONS DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE SELON LES DESTINATIONS



e = estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SELON LES DESTINATIONS



e = estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les fabrications de beurre ont surtout progressé dans les pays à fort dynamisme laitier : Royaume-Uni (+23%), Irlande (+6%), Pologne et Allemagne (+3%). Elles ont en revanche reculé aux Pays-Bas (-11%), en Espagne et en Italie. Avec la France, ces huit pays réalisent 83% de la production européenne de beurre.

Reprise des exportations de beurre

Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'UE-28 a marginalement progressé +0,3% à 2,25 millions de tonnes, du seul fait de la démographie. La consommation s'est stabilisée en moyenne à 4,4 kg/hab.

Les exportations européennes de beurre et de *butter oil* ont rebondi (+25% à 219 000 t), grâce à des disponibilités plus abondantes et redevenues compétitives. Elles ont fortement progressé vers les principaux débouchés historiques de l'UE : les États-Unis (+20% à 34 000 t), le Japon (+50% à 9 000 t grâce à un contingent accru à droits de douane réduits), la Corée du Sud (+50% à 5 700 t), le Maroc (+80% à 6 400 t) et la Chine (+40% à 10 850 t). En revanche, elles ont fléchi vers l'Arabie Saoudite et Singapour (deux plaques tournantes du commerce régional).

Bond des exportations de poudre maigre

La consommation européenne de poudre maigre a fléchi de 5% /2018 (-145 000 t à 917 000 t). La moindre utilisation n'a concerné que l'alimentation animale (-25% à 136 000 t). L'utilisation de poudre maigre dans l'alimentation humaine a stagné à 780 000 t. En 2017 et en 2018 la remise en marché de poudre d'intervention avait incité les fabricants d'aliments pour veaux à réincorporer davantage de protéines laitières dans leurs fabrications.

En revanche, les exportations européennes de poudre maigre ont encore progressé, de +18% à 962 000 t, après avoir bondi de +40% entre 2016 et 2018. Les fabricants ont bénéficié de la fermeté de la demande internationale et des moindres disponibilités aux Etats-Unis et en Océanie. Ils ont accru les fabrications, mais ont surtout abondamment déstocké (-265 000 t en un an).

Les expéditions de poudre maigre ont progressé vers toutes les grandes destinations à l'exception de l'Algérie (-30% à 100 000 t) : Chine (+38% à 166 300 t), Indonésie (+27% à 71 000 t), Philippines (+80% à 67 000 t), Egypte (+20% à 61 700 t), Malaisie (+28% à 50 000 t), Nigeria (+63% à 44 000 t), Arabie Saoudite (x2 à 38 000 t), Mexique (x7 à 36 300 t), Singapour (+11% à 31 800 t).

À l'inverse, les exportations de poudres grasses ont fléchi (-11 % à 297 000 t) en premier lieu vers l'Algérie (-21 700 t), mais aussi la Chine (-19% à 17 800 t), faute de compétitivité face aux poudres néo-zélandaises.

5 L'INDUSTRIE LAITIÈRE Principaux évènements de l'année 2019



En France, les investissements financiers sont restés limités en 2019. Les investissements productifs les plus nombreux ont, comme les 3 années précédentes, concerné les fabrications fromagères, majoritairement à travers des accroissements de capacités de production ou des modernisations. Les financements dans les ultra-frais demeurent limités alors qu'à l'inverse ceux dans les ingrédients secs ont rebondi après plusieurs années de répit, probablement en lien avec la conjoncture morose sur les marchés.

En Europe, le mouvement de concentration et de restructuration se poursuit notamment dans l'Ouest, au Royaume-Uni et en Italie. Les investissements productifs dans les fromages dominent largement en nombre et en valeur, devant les ultra-frais et le lait liquide.

FRANCE

Fromages

Beillevaire investit 1 million € pour mettre en service une fromagerie à Sainte-Hélène-du-Lac (73) et rachète la **société fromagère de la Brie. CFR** installe une pompe à chaleur au sein de sa fromagerie localisée à Vire (14), moyennant 1,2 million €. **Chavegrand** investit 2 millions € dans la modernisation de sa fromagerie localisée à Maison-Feyne (23). La **coopérative laitière de Haute-Tarentaise**, spécialisée dans la fabrication de Beaufort, finalise un investissement de 5 millions € pour rénover ses locaux de Bourg-Saint-Maurice (73). La **coopérative laitière de Yenne** (73) consacre 11 millions € à l'accroissement de sa capacité de fabrication de fromages. **Delin** prévoit d'investir 10 à 15 millions € d'ici 2021 sur les sites de Chevillon (52) et de Montbéliard (25). La **fruitière du Plateau Arboisien** construit un nouvel atelier de fabrication de comté et morbier à Ivory (39) pour 5,5 millions €. La **fruitière du Val de Loue** rénove ses installations de Grange de Vaivre (39) moyennant 3 millions €. La fromagerie **Gardon** dédie 3 millions € au développement de son site de La Chapelle-Laurent (15). **Gillot** rénove et agrandit de 5 000 m² sa fromagerie localisée à Saint Hilaire de Briouze (61). Le groupe allemand **Hochland** projette de construire d'ici trois ans un nouveau bâtiment sur le site de sa filiale **Henri Hutin** à Dieue-sur-Meuse (55) pour un montant de plus de 10 millions €. **Laïta** investit 2,5 millions € à Lanfains (22) dans le conditionnement de fromages râpés. **Réaux** dote sa fromagerie localisée à Lessay (50) de nouveaux équipements énergétiques pour 1,8 million €. **Savencia** acquiert **Roquefort Papillon. Sodiaal** consacre 10 millions € à l'extension de ses capacités de fabrication de fromages à pâte persillée à Saint-Flour (15). Le groupe belge **Vache Bleue** acquiert le distributeur et transformateur de fromages **Martin Sengelé** et investit 1 million € dans une ligne de fabrication de fromages râpés au sein du site de sa nouvelle filiale, localisé à Muhlbach-sur-Munster (68).

Ingrédients secs

Eurial investit 28 millions € dans la valorisation de protéines laitières au sein de ses sites d'Herbignac (44) et de Moyon (50). **Even Santé Industrie** consacre 22 millions € au conditionnement en flacons de produits de nutrition clinique et infantile au sein de son usine localisée à Ploudaniel (29). Le négociant **Fit** acquiert l'**Union Laitière de la Venise**, qui investit 1,5 million € dans la rénovation de ses installations de fabrication de poudre de laits alternatifs (bio, chèvre) à Maillezais (85). **Isigny Sainte-Mère** inaugure un nouveau laboratoire d'analyse pour ses poudres de lait à Isigny-sur-Mer (14) moyennant 7 millions €. **Lactalis** dote son site de L'Hermitage (35) d'un second incorporateur de poudres de lait. **Lacto Sérum France**, filiale de **Lactalis**, investit 40 millions € dans la construction d'une nouvelle tour de séchage à Verdun (55). La **laiterie de Saint-Malo** (35) projette d'installer un nouveau concentrateur. **Régilait** dote son site de Saint-Martin-Belle-Roche (71) d'une nouvelle ligne d'ensachage de poudre de lait. **Sodiaal** acquiert auprès de **Synutra** une partie du site de Carhaix (29), comprenant les unités de réception et de séchage ainsi que le laboratoire d'analyse ; il annonce également un projet d'agrandissement du site. En parallèle, Sodiaal investit 30 millions € sur ses sites de fabrication de lait infantile localisés à Montauban (82) et à Guingamp (22).

Produits ultra-frais

Danone investit 5 millions € dans l'installation d'une sixième ligne de conditionnement sur le site de Villecomtal (32). Il met en place une nouvelle ligne de yaourts biologiques brassés à Molay-Littry (14), moyennant 8 millions €. Enfin, il inaugure une unité logistique de produits ultra-frais à Camphin-en-Carembault (59). **Lactalis** réoriente le site de Lisieux (14) vers la fabrication de yaourts à la grecque au

détriment du fromage blanc. La **laiterie Saint-Malo** (35) rachète **Tifany Emballages**, son fournisseur de pots tronconiques, et installe un nouveau concentrateur. **Marie Morin** consacre 6,5 millions € à l'accroissement de la capacité de production de son usine de desserts localisée à Quessoy (22). Le groupe belge **Pur Natur** investit 5 millions € dans la fabrication de yaourts biologiques sur le site de la **Compagnie Laitière Biologique** basée à Selles (70).

Autres produits laitiers

La laiterie **Gérentes** construit une plate-forme logistique à Yssingeaux (43) pour 2 millions €. **Lactalis** investit 3,4 millions € pour rénover les installations de fabrication de lait UHT et de matières grasses du site de Petit-Fayt (59). La **laiterie Le Gall** modernise sa beurrerie localisée à Quimper (29), moyennant 2,4 millions €. **Maîtres Laitiers du Cotentin** investit 7 millions € sur le site de Méautis (50) pour le rendre davantage polyvalent. **Sodiaal** installe une nouvelle ligne de conditionnement de crème sur le site d'Awoingt (59). La BEI accorde un prêt de 40 millions € à Sodiaal afin de financer un programme de recherche et développement d'un montant de 80 millions € sur la période 2018-2020 au sein de son nouveau centre de recherche localisé à Rennes. **Taglab** investit 1,8 million € pour se doter d'un nouvel atelier de fabrication de crèmes glacées à Saint-Malo (35). **Terres Bleues** consacre 0,7 million € à la mise en place d'un nouvel atelier de fabrication de crèmes glacées à Cléguérec (56).

Diversification en France

Danone porte sa participation à 95% dans **Michel et Augustin**, tandis qu'**Isigny Sainte-Mère** acquiert les **Caramels d'Isigny**.

Déploiement à l'international

Au Brésil, **Danone** finalise un investissement de 57 millions € sur trois ans dans la modernisation de son usine de lait infantile de Poços de Caldas et annonce un plan complémentaire de 30 millions € sur ce site en 2020 et 2021. Aux États-Unis, il prend une participation minoritaire dans le fabricant de produits à base de plante **Forager Project** et augmente sa participation au sein du fabricant américain de desserts à base d'avoine **Hälsa Foods**. Toujours aux Etats-Unis, il accroît la capacité de son usine de produits végétaux basée à Dubois (PA). En Inde, Danone devient actionnaire du fabricant de yaourts **Epigamia**. En Nouvelle-Zélande, il investit 24 millions € pour construire à Balclutha la première usine mondiale de poudre de lait à empreinte carbone nulle. En Russie, Danone rénove les installations de fabrication de poudres de lait de son site localisé à Yalutorovsk.

Un an et demi après l'annonce du projet de reprise, le rachat du groupe brésilien **Itambé** par **Lactalis** pour un montant de 530 millions € est désormais officiel. Toujours au Brésil, Lactalis investit 8 millions € dans 3 sites du Minas Geiras, localisés à Ravena, Pouso Alto et Antônio Carlos. En Égypte, il acquiert le groupe fromager **Green Land.** Aux États-Unis, il rachète les deux usines de fabrication de yaourts du groupe allemand **Ehrmann**. En Inde, il reprend l'activité de produits laitiers du groupe **Prabhat** pour 210 millions €. Enfin, **Lactalis** acquiert les activités de transformation laitière et de conditionnement d'eau de **Nestlé** en Ouzbékistan.

Savencia rachète **Tholem** la marque de fromages fondus tartinables pour 5 millions € au groupe argentin **SanCor**. En Russie, il envisage de construire une fromagerie dans le parc industriel intitulé Syrnaya dolina, localisé dans la région de Moscou.

EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, **Arla Foods** cède sa fromagerie de Bad Wörishofen au groupe belge **Vache Bleue**. Bechtel accroît la capacité de fabrication de yaourts de son site de Schwarzenfeld. **Conzima Food**, spécialiste du redressement d'entreprises en difficulté, se diversifie dans les produits laitiers via la reprise de **Kohrener Landmolkerei**, tombée en faillite. **DMK** acquiert la marque d'aliment infantile **Alete** et construit une nouvelle tour de séchage à Beesten au sein de sa filiale **DP Supply** qui fabrique des produits réengraissés avec des matières grasses végétales. Le néo-zélandais **Fonterra** vend sa participation dans le spécialiste de la nutrition sportive **Foodspring** auprès du groupe **Mars** pour 38 millions €. **Gropper** accroît les capacités de conditionnement en bouteille PET de son site localisé à Moers. **Hochwald** prend le contrôle du spécialiste des ingrédients laitiers **Almil. Lidl** installe trois lignes supplémentaires dans son atelier de fabrication de crèmes glacées localisée à Übach-Palenberg. **Rücker** investit 7 millions € dans un atelier de tranchage et de conditionnement de fromages sur son site de Wismar. **Schwarzwaldmilch** installe une nouvelle centrale énergétique sur son site localisé à Offenburg pour 9 millions €. **Uelzena** projette un investissement de 50 millions € dans une nouvelle fromagerie à Bismark. **Upländer Bauernmolkerei** annonce la construction d'une nouvelle unité de transformation de lait biologique à Usseln moyennant 14 millions €.

Début 2020, **Danone** projette un investissement de plus de 10 millions € dans son usine de produits ultra-frais d'Ochsenfurt pour opérer une diversification dans les produits stables à température ambiante et dans les produits à base de végétaux.

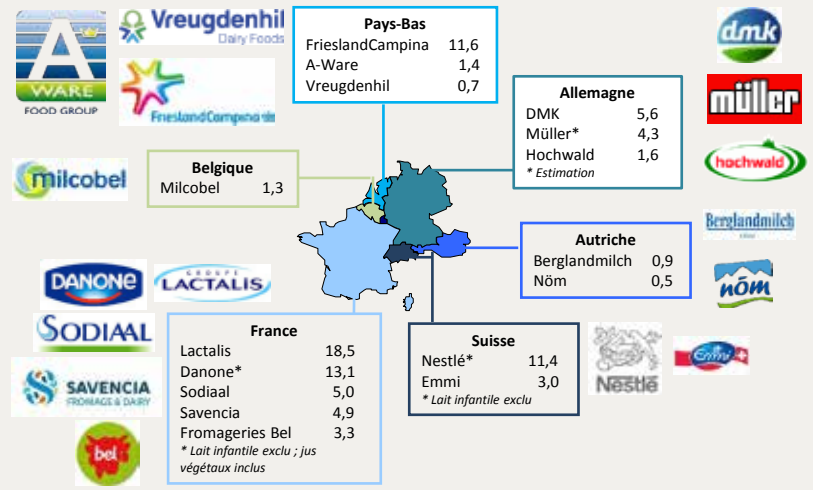
Plusieurs opérateurs allemands se déploient à l'étranger : **DMK** planifie la construction d'une seconde usine de fromages en Russie dans la région de Bobrov, moyennant un investissement de 28 millions €. **Hochland** prend une participation de 25% dans le fabricant de feta **Greek Family Farm**.

EN AUTRICHE, le groupe suisse **Emmi** acquiert 66% de **Leeb Biomilch**, spécialiste du lait biologique de chèvre et de brebis. **Gmundner Molkerei** et le bavarois **Jäger** s'associent pour établir conjointement une nouvelle fromagerie à Gmundner nécessitant un investissement de 37 millions €. **SalzburgMilch** annonce un triplement, d'ici 5 ans, de la capacité de sa fromagerie localisée à Lamprechtshausen. Début 2020, son actionnaire allemand, le groupe **Meggle**, annonce qu'il revend sa participation de 41% aux trois coopératives détentrices du reste du capital de SalzburgMilch.

EN BELGIQUE, la coopérative française **Laitnaa** acquiert 3% du capital du groupe **Solarec**, moyennant 0,6 million €.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2018 en millard €



Source : CNIEL

5 LES TRANSFORMATEURS

AU LUXEMBOURG, **Luxlait** investit 2,5 millions € dans un nouvel entrepôt de 5 000 palettes et 4,5 millions € dans un atelier de concentration.

AUX PAYS-BAS, le groupe chinois **Ausnutria** met en service deux nouveaux ateliers de fabrication de lait infantile à Kampen et Leeuwarden à la suite d'un investissement de 130 millions €. **FrieslandCampina** ouvre un centre logistique à Meppel de 31 000 m², d'une capacité de 43 000 palettes, qui remplace 4 anciens entrepôts. Il vend à **DSM** sa participation de 82,3% dans le fabricant de ferments **CSK Food Enrichment** et cède sa filiale **Creamy Creation** dédiée à la fabrication de crème liqueur au fond d'investissement Wagram Equity Partners. Via sa filiale **Zijerveld**, il acquiert le découpeur et conditionneur de fromages **Bakker Kaashandel. Vandersterre** acquiert la filiale néerlandaise **DupontCheese Nerderland** appartenant au groupe belge **Milcobel**.

FrieslandCampina établit un partenariat aux Etats-Unis avec **United Dairymen of Arizona** pour produire localement de la lactoferrine.

EN SUISSE, **Hochdorf** cède pour 90 millions € sa participation de 51% dans **Pharmalys Laboratories** auprès de **Pharmalys Invest Holding**.

Le groupe **Emmi** poursuit son expansion industrielle hors Europe : il acquiert une usine de fromages à pâte persillée localisée à Seymour aux Etats-Unis auprès de **Great Lakes Cheese Company.** Au Brésil, il accroît sa participation de 40% à 70% dans **Laticinios Porto Alegre**.

EUROPE DU NORD

AU DANEMARK, **Arla Foods** investit 80 millions € pour doubler la fabrication de mozzarelle de son site de Branderup. En parallèle, il poursuit son expansion internationale: signature d'un accord avec Mondeléz pour utiliser la marque Kraft pendant 12 ans au Moyen-Orient ; investissement de 50 millions € dans l'extension de son site de fabrication de fromages localisé à Manama au Bahrein ; participation à un programme de soutien auprès d'éleveurs laitiers nomades dans l'état de Kaduna au Nigéria.

EN IRLANDE, **Carbery** investit 78 millions € dans la fabrication de mozzarelle sur le site de Ballineen. **Glanbia Ireland** annonce un partenariat avec le groupe néerlandais **A Ware** pour implanter un atelier de fabrication de fromages de type édam et gouda à Belview, moyennant un investissement de 140 millions €. **Nestlé** met en service un nouveau centre de R & D en nutrition infantile près de Limerick. Le fabricant chinois de lait infantile **Newbaze Dairy** met en service une usine de lait infantile à Carrickmacross, à la suite d'un investissement de 20 millions €.

Via sa filiale **Synergy Flavours**, **Carbery** ouvre à Jakarta en Indonésie un laboratoire fournissant des supports aromatiques laitiers aux IAA locales.

EN LITUANIE, **Rokiskio Suris** investit 10 millions € pour accroître ses capacités de fabrication de fromages à pâte pressée.

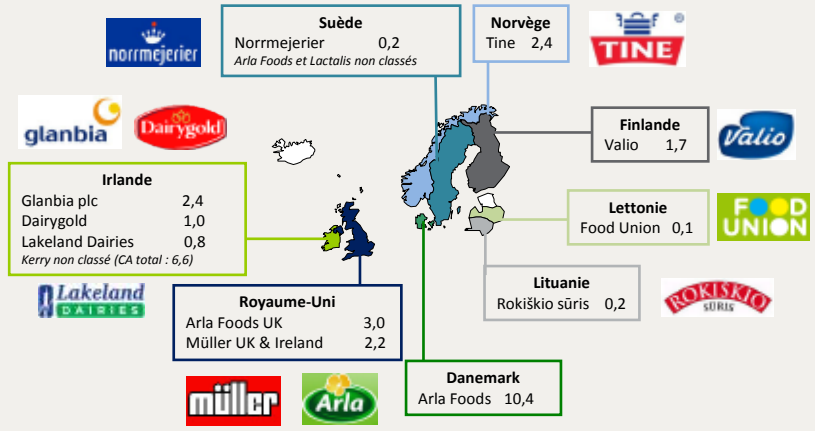
EN NORVEGE, **Tine** démarre la fabrication de cheddar à Verdal, à la suite d'un plan d'investissement de 75 millions €. **Q-Meieriene** investit 71 millions € dans l'extension de son site de lait de consommation localisé à Klepp.

AU ROYAUME-UNI, le fromager italien **Ambrosi** acquiert l'importateur-grossiste de fromages **Anthony Rowcliffe & Son. Crediton Dairy** investit 14 millions € dans le conditionnement de lait liquide et de boissons lactées. **First Milk** devient l'unique propriétaire de **Fast Forward,** unité de fabrication de concentrés protéiques sériques (WPC), en acquérant la participation de 51% de **Fonterra,** et établit en parallèle un partenariat commercial avec le négociant néerlandais **Hoogwegt. McQueens Dairies** rachète le site de **Müller** localisé à East Kilbride. Le groupe canadien **Saputo** acquiert **Dairy Crest** pour un montant de 1,145 milliard €. **Wensleydale Creamery** consacre 21 millions € à l'extension de la capacité de sa fromagerie localisée dans le nord du Yorkshire. **Wyke Farms** double la capacité de production de cheddar de son site de Bruton dans la Somerset.

EN SUEDE, le groupe vietnamien **Nutifood** met en place une filiale de production de lait infantile à Bjuv, à la suite d'un investissement de 18 millions €.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2018 en millard €



Source : CNIEL

EUROPE DU SUD

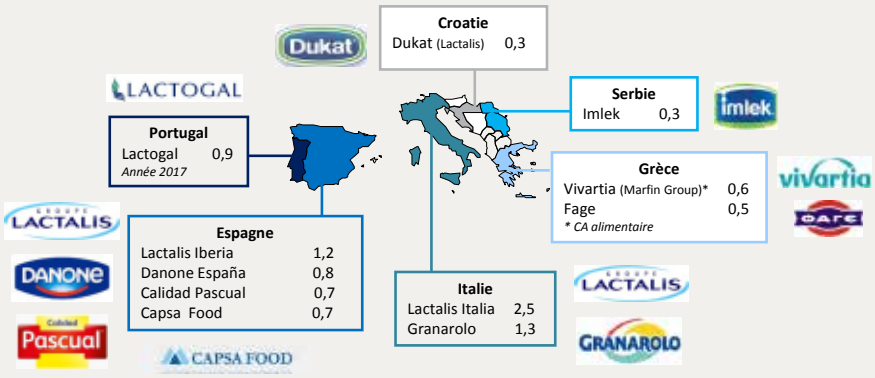
EN ESPAGNE, **Agrocantabria** consacre 5 millions € à l'accroissement de ses capacités de fabrication de produits laitiers. **Capsa** investit 17 millions € dans la mise en place d'une nouvelle ligne de conditionnement de lait liquide en bouteille sur le site de Outeiro de Rei. Début 2020, il acquiert une participation de 50% dans **Lácteas Flor de Burgos. Covap** finalise un investissement de 19 millions € dans l'extension de ses capacités de production de lait liquide et de beurre sur le site de Pozoblanco. **Dairylac** investit 18 millions € dans la construction d'une nouvelle tour de poudre de lactosérum déminéralisée et d'un atelier de conditionnement ainsi que dans la modernisation de son atelier d'ingrédients liquides. **Iparlat** investit 10 millions € dans le conditionnement de lait et de jus végétaux à Urnieta et 8 millions € dans le conditionnement de lait en bouteille PET à Renedo de Piélagos. **La Fageda** construit une usine de fabrication de milkshake dans le cadre d'un plan d'investissement de 11 millions € mis en place en 2015. Le groupe irlandais **Ornua**, qui avait acquis le fromager espagnol **Luxtor** en 2014, met en service un nouveau site de fromage à pizza à Ávila, à la suite d'un investissement de 30 millions €. **Queserías Entreprinares** acquiert **Lordi**, fabricant de fromages d'appellation d'origine Manchego, et investit 30 millions € dans l'extension de ses sites localisés à Villalba et Las Arenas. **Queizuar** rénove sa fromagerie localisée à Touro, moyennant 6 millions €. **Valle de San Juan** consacre 5 millions € à l'extension de ses capacités fromagères à Villarrabé.

EN ITALIE, le fonds d'investissement **Argos Wityu** acquiert le fabricant de fromage frais **Latteria e Caseificio Moro. Granarolo** porte sa participation de 24% à 57,47% dans **Venchiaredo**, spécialiste de la fabrication de fromages Stacchino. **Lactalis** acquiert **Nueva Castelli** pour un montant estimé à 270 millions €. En parallèle, il met en service une nouvelle ligne de production sur son site de Catane, moyennant 6 millions €.

AU PORTUGAL, le groupe espagnol **Reina** investit 8 millions € dans l'agrandissement de son usine localisée à Pombal.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2018 en millard €



Source : CNIEL

EUROPE DE L'EST

EN HONGRIE, l'entreprise **Komaromi Mezogazdasagi**, spécialisée dans le machinisme agricole, se diversifie dans la fabrication de mozzarelle en investissant 14 millions € dans un nouveau site de fabrication localisé à Bartusekpuszta. **Savencia** relocalise à Veszprem les fabrications de fromages panés qu'il opérait en République tchèque, à la suite d'un investissement de 6 millions €.

EN POLOGNE, **FF Marka Wlasna** investit 42 millions € dans la construction d'une nouvelle usine de crèmes glacées dans la région de Lodz. Polmlek acquiert Lacpol.

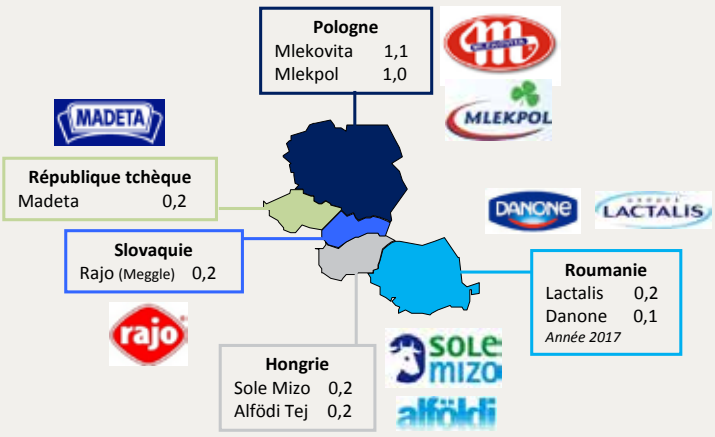
EN ROUMANIE, le groupe israélien **Central Bottling Company** rachète la filiale locale du groupe allemand **Müller**. **Danone** investit 3 millions € dans un nouvel atelier de fabrication de produits laitiers biologique à Bucarest. **Mirdatod** consacre 7 millions € à la construction d'une nouvelle fromagerie. **Olympus** investit 4 millions € dans la méthanisation et améliore l'autonomie énergétique de son usine de transformation laitière localisée à Halchiu.

EN SLOVAQUIE, **Tami** projette un investissement de 15 millions € dans une nouvelle usine de fromages à pâte persillée.

EN REPUBLIQUE TCHEQUE, **Brazzale Moravia** accroît ses capacités de stockage de fromages sur son site localisé à Livotel.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2018 en millard €



Source : CNIEL

6 LES PRÉVISIONS 2020



Croissance modérée, mais des menaces sur l'équilibre des marchés !

Relancée au 2nd semestre 2019, la production européenne devrait progresser modérément en 2020. Toutefois l'extension préoccupante du Covid-19 se fait de plus en plus menaçante. Si elle devient pandémique, elle peut engendrer une nouvelle crise économique mondiale et par voie de conséquence plomber temporairement les marchés des ingrédients laitiers. Même si les besoins des pays importateurs resteront d'autant plus criants que la production locale sera affectée par des blocages (flux d'intrants, travailleurs...).

EUROPE 2020

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN DU LAIT DE VACHE

	UE-28				UE-27+UK	
	2016	2017	2018	2019e	2020p	*2020/19*
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,5	23,3	22,9	22,6	22,4	*-1,2%*
Approcisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	163	165	167	168	169	*+0,7%*
Collecte laitière	153,4	156,1	157,4	158,4	159,7	*+0,8%*
Variation de stock	0,8	-0,3	0,5	-0,7	-0,5	
Importations	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	=
Exportations	17,9	19,0	18,6	20,2	20,2	=
Utilisation européenne	145,4	147,0	148,6	149,1	150,0	*+0,6%*
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	10 100	10 237	10 337	10 389	10 545	*+1,5%*
Beurre	2 393	2 414	2 438	2 499	2 500	=
Poudres de lait	2 528	2 500	2 430	2 451	2 490	*+1,6%*
Poudre de lactosérum	2 050	2 100	2 050	2 060	2 070	*+0,5%*

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres

Baisse plus modérée du cheptel laitier en 2020

En 2020, le cheptel laitier de l'UE-27+UK* continuera de baisser, à un rythme qui dépendra de l'année climatique, notamment de la météo estivale, mais aussi de la conjoncture laitière.

En **France**, le cheptel pourrait encore reculer fortement en 2020, les effectifs de génisses pour le renouvellement restant très faibles. Comme en 2019, les éleveurs pourraient mobiliser davantage les réserves de productivité de leur troupeau (la croissance des rendements ayant été modérée au cours de la décennie écoulée). Les cessations laitières ne devraient pas ralentir d'autant que la part des éleveurs en âge de prendre leur retraite augmente sensiblement. En revanche, la proportion des ateliers laitiers en phase de croissance baisse sensiblement année après année depuis 2017.

Les investissements dans les exploitations laitières se concentrent de plus en plus dans les élevages de plus de 100 vaches, mais ne permettent plus de compenser les places perdues par les cessations laitières. Ainsi la taille moyenne des cheptels ne progresse plus que de 1 vache par an contre deux au moment de la fin des quotas laitiers. Ce ralentissement de la croissance de la taille des élevages pourrait induire une baisse du cheptel national comprise entre -1 et -2% en 2020.

** Les prévisions de l'UE sont raisonnées à périmètre inchangé c'est-à-dire UE-27+ Royaume-Uni. Certes le Royaume-Uni n'est plus adhérent de l'UE depuis le 31 janvier 2020, mais il demeure membre du marché commun jusqu'au 31 décembre 2020.*

EUROPE 2020

En 2020, la production laitière française devrait au mieux se maintenir aux alentours de 24 milliards de litres et continuera de se déplacer du sud au nord de la Loire. Les transformateurs, surtout privés et secondairement coopératifs, continueront de contenir leur collecte à des besoins de lait au mieux stationnaires. On peut donc s'attendre à une croissance de la productivité du cheptel laitier français au moins aussi rapide qu'en 2019.

En **Allemagne**, la baisse du cheptel se poursuivra et la production pourrait, comme en France, tout au plus se maintenir. Aux **Pays-Bas**, le cheptel pourrait se stabiliser et ainsi permettre une sensible reprise de la production laitière. Même évolution possible au **Royaume-Uni** où la production est relancée, de même qu'en **Pologne** où elle demeure dynamique. Le cheptel continuerait de s'étoffer en **Irlande**, de +3% /2019 selon la tendance, où la production demeure très dynamique. Toutefois la production irlandaise peut fortement varier, de 0 à +10%, selon la production herbagère (qualité et quantité) très météo-sensible. Nous avons retenu une croissance modérée (+5%) dans nos prévisions.

En Europe du Sud, l'effectif de vaches laitières devrait poursuivre son repli structurel : de -1% en **Espagne** et de -3% en **Italie** (moyenne des trois évolutions annuelles précédentes). En somme le cheptel de l'UE-27+UK perdrait entre 275 000 à 300 000 vaches laitières, soit -1,2% à -1,3% selon nos estimations, et serait ramené à 22,35 millions de vaches fin 2020.

Croissance modérée de la production laitière

Relancée depuis l'automne 2019, la production européenne continuerait de croître à un rythme modéré, compris entre 0,5 et +1% selon les trimestres, d'une année sur l'autre. Elle peut progresser plus vite au printemps avec une météo douce et humide propice à une production herbagère précoce, le prix du lait étant bien orienté au 1er trimestre. Ensuite, la baisse saisonnière sera plus ou moins prononcée en fonction de la météo estivale. Selon qu'elle sera douce et humide ou caniculaire et sèche, elle impactera positivement ou négativement la production laitière de systèmes herbagers (zone océanique) ou confinés (zone continentale). De plus au 2nd semestre, l'évolution de la collecte dépendra aussi de la conjoncture des marchés laitiers, et donc des signaux (prix et volumes) envoyés par les collecteurs.

Faute de clarté sur l'impact de la fièvre porcine africaine et « depuis peu » du Covid-19 parti de Chine, et plus globalement sur une croissance économique mondiale déjà faible début 2020, nous faisons l'hypothèse d'une demande européenne et internationale très modérée.

Des volumes supplémentaires surtout transformés en fromages

Le supplément de collecte européenne annuelle, estimé à 1,3 million de tonnes de lait, serait principalement transformé en fromages (+1,5%), secondairement en poudre maigre et en crème conditionnée (+2%). Les fabrications de laits conditionnés continueraient de décliner (-2%), tandis que celles d'ultra-frais (laits fermentés et desserts) se maintiendraient. Les fabrications supplémentaires seraient autant commercialisées sur le marché européen que sur le marché mondial. Elles viendraient ainsi se substituer à l'important volume de poudre maigre déstocké en 2019.

La consommation européenne progresserait modérément, de +0,6% à 150 millions tonnes équivalent lait, grâce à une croissance de la démographie (+0,3%) et de la consommation par habitant de même ampleur (à 291 litres équivalent lait). Les importations resteraient proches de 1 million de TEL.

Mais des exportations au mieux stationnaires

Malgré la croissance et des fabrications, les exportations de produits laitiers se maintiendraient à 20,2 millions de TEL en 2020, après avoir bondi de 1,6 million de TEL en 2019 grâce à l'important déstockage. Seules les exportations de fromages et de beurre progresseraient, respectivement de +8% à 950 000 t et de +3% à 225 000 t. Celles de poudre maigre baisseraient malgré la hausse des fabrications (-15% à 820 000 t), tandis que celles de poudres grasses et de poudre de lactosérum évolueraient peu autour de respectivement 300 000 t et 600 000 t. Les stocks de produits de report (beurre, poudre maigre) baisseraient faiblement. Sauf, en cas de conjoncture défavorable au 2nd semestre : ils pourraient alors rapidement s'étoffer aux dépens des exportations sur pays tiers.

L'équilibre des marchés menacé par l'ampleur du Covid-19

Nos prévisions sont raisonnées dans l'hypothèse d'un impact limité dans le temps de l'épidémie de Covid-19 sur les économies chinoise et mondiale. Toutefois, le scénario d'une pandémie est possible, dont l'impact alors systémique sur l'économie mondiale. En plus du ralentissement des sites de fabrications de composants qui entrent dans de nombreuses chaînes de production internationales, un tel scénario provoquerait un ralentissement des investissements, du tourisme international, des échanges internationaux de biens et services qui affecteraient la croissance économique mondiale. Aussi nous ne pouvons pas exclure un ralentissement des échanges internationaux de produits laitiers dès ce printemps, dont l'ampleur est impossible à prévoir à ce stade, et par voie de conséquence un nouvel effondrement des marchés des ingrédients laitiers, puis du prix du lait. Le pire n'est jamais certain, mais doit toujours être envisagé !



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2019
Perspectives 2020

N° 506
18 €

Économie de l'élevage

INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2019.
Perspectives 2020. *N° 505 - Janvier 2020*

Dossier Où va le bœuf ?
N° 504 - Décembre 2019

Dossier Pays-Bas. La filière caprine -
N° 503 - Novembre 2019

Dossier Europe du Nord. Filière laitière -
N° 502 - Octobre 2019

Dossier coût de production. Multifilières -
N° 501 - Septembre 2019

Dossier marché mondial viande bovine en 2018. Perspectives 2019. *N° 500 - Juin 2019*

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2018. Perspectives 2019.
N° 499 - Mai 2019

Dossier annuel Ovins 2018.
Perspectives 2019. *N° 498 - Avril 2019*

Dossier annuel Caprins 2018.
Perspectives 2018. *N° 497 - Mars 2019*



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Milet Germain Earl de l'Isle - ©P2-3-4-5-28 DR Institut de l'Élevage - ©P2 FranceAgriMer - P4 ©S. Fraisse CNIEL - P9 ©site Web Agri - P16 ©Lye_Fotolia - P17 ©Coutausse_Cniel - P18 ©Lucie Page - P19-20 ©M. Laurent_Institut de l'Élevage - P21 ©Troupeau_C MAIGRET_Institut de l'Élevage - ©P22 P.DUREUIL_CNIEL - P23 ©L. GUENEAU_CNIEL - P26 ©FrieslandCampina - P32 ©CNIEL_S_FRAISSE - P36-37©Milet Germain Earl de l'Isle -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0020501004

Abonnement : 160 € TTC par an :Technipel -Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur http://www.idele.fr - http://technipel.idele.fr

Confédération Nationale de l'Elevage
CNE